l'unité

M 2805 - N° 390 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 4 juillet 1980

La chronique de François Mitterrand

(page 2)

Partielles: plus sûres que les sondages!

(page 4)

Une erreur judiciaire vieille de 34 ans

(page 7)

Automobile: la Formule I sort de la chicane

(page 8)

Afrique: la poudrière de la famine

PAR GUY PERRIMOND

« QUOI que nous fassions aujourd'hui, des millions de personnes vont mourir. » C'est un fonctionnaire de la F.a.o. qui en une phrase a résumé tous les rapports, toutes les enquêtes qu'a produits l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture, rattachée au système des Nations unies. Des millions d'Africains plus précisément. Car sur les vingt-neuf pays du monde souffrant « d'un manque anormal de nourriture » — bel euphémisme pour ne pas parler de famine — vingt-trois sont africains !

Quelques chiffres pour mesurer l'ampleur des problèmes. La croissance globale de la production alimentaire pour l'ensemble du continent n'est annuellement que de 1 %. Et cette croissance porte essentiellement sur des cultures exploitables. Dans le même temps la population croît de 3 %. En 1980 le quart de la population de l'Afrique est sous-alimentée : soixante-dix millions de personnes souffrent de malnutrition. Et l'Africain « moyen » dispose de 10 % de moins de nourriture qu'il y a dix ans.

La bonne conscience occidentale, une fois ces chiffres connus, a donc tendance à ne retenir que deux motifs pour expliquer une telle conjoncture : les conditions climatiques et parfois la guerre. Le reportage récemment diffusé par Antenne 2 est à cet égard révélateur. Il se trouve que les choses sont un peu plus compliquées que cela.

La zone touchée cette année, du Mozambique à l'Erythrée, a certes subi une sécheresse relative : la saison des pluies a depuis deux ans un retard de quelques semaines. La conséquence est évidente : les récoltes ont été mauvaises. Mais, car il y a un mais, la Tanzanie par exemple, qui vient d'estimer son déficit céréalier pour 1980 à 280 000 tonnes, avait été contrainte, en 1979 à exporter 259 000 tonnes de grains ou de produits alimentaires. Car ce pays ne dispose pas de moyens de stockage suffisants pour conserver d'une année sur l'autre de quoi « amortir » une baisse brutale de la production.

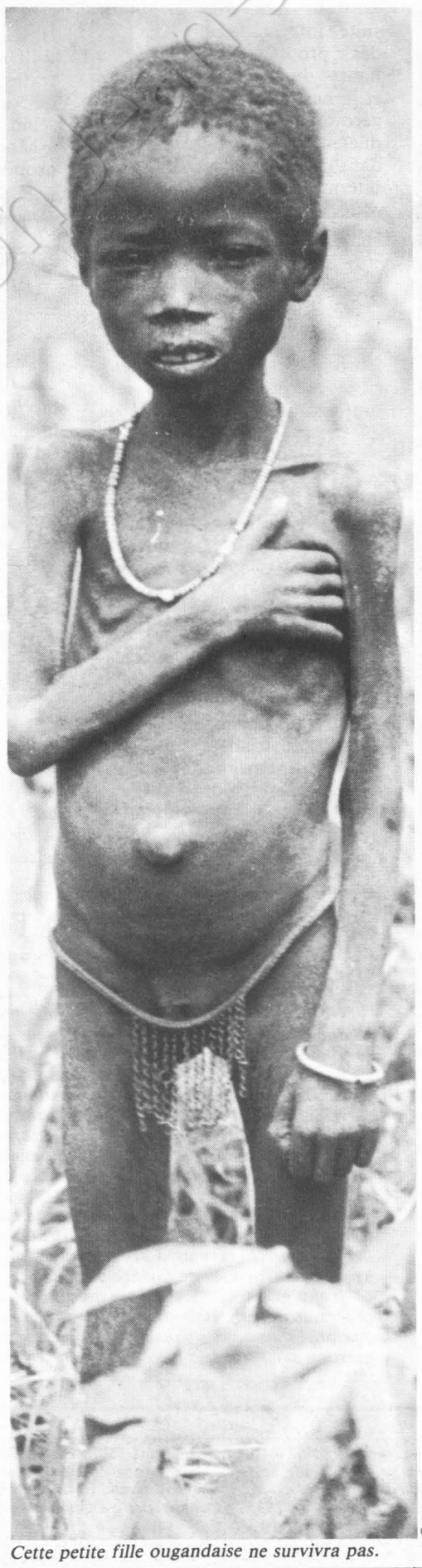
Les causes des famines endémiques que connaît l'Afrique sont multiples. En premier lieu il y a, c'est évident, les accidents climatiques. L'Afrique de l'Ouest, la zone sahelienne en particulier a connu au début de la dernière décennie une longue sécheresse qui a décimé les troupeaux, brûlé des terres. On estime à 200 000 le nombre de personnes mortes de faim, de soif durant ces années-là. Mais, paradoxalement, c'est face à de telles tragédies que la communauté mondiale est le mieux armée pour intervenir, aider. Car il s'agit d'une aide ponctuelle, à la limite gratifiante. Face aux carences alimentaires quotidiennes, les réactions sont différentes. Car entrent en ligne de compte quelques facteurs « gênants » pour ceux qui aident, en particulier les gouvernements occidentaux. Dont l'aide totale au tiers monde a faibli en 1979. Alors que l'objectif fixé était de porter l'aide à 0,70 % du P.n.b. pour 1980, l'année dernière le pourcentage atteint a été celui de 1970, soit 0,34 %.

Rarement mise en avant, l'absence de moyens de transport — ou le coût des moyens disponibles — est pourtant responsable d'une partie de la situation. L'absence d'infrastructure ferrée ou routière rend difficile, dans un même pays, de limiter les dégâts d'une sécheresse ou d'une inondation. Le coût du transport ne permettant pas d'envisager la commercialisation de la nourriture transportée. Or, en ce domaine l'aide pourrait, aurait pu, être efficace.

Mais avant cela il y a l'inadaptation de populations entières à un cadre écologique nouveau. En Somalie par exemple un habitant sur quatre est un réfugié. Les tribus de l'Ogaden qui ont fui la guerre sont venues se réfugier dans une zone où les techniques de culture sont légèrement différentes. Et il suffit que la mousson ait du retard pour que les déplacements de population causés par la guerre viennent aggraver d'une manière dramatique l'insuffisance alimentaire chronique. Sans même parler des réfugiés — il y en a dans presque tous les pays africains — parqués dans des camps, improductifs par définition. Ou des expériences malheureuses sur la sédentarisation rapide des nomades : il est difficile de transformer les éleveurs en agriculteurs et surtout de leur permettre de faire face à ces conditions climatiques difficiles.

En Ethiopie par exemple, neuf provinces sur quatorze sont « au bord » de la famine, soit près de six millions de personnes sur les trente millions d'Ethiopiens. Mais là aussi, avant la sécheresse les causes de malnutrition sont multiples. Il y a la guerre civile larvée, la ponction faite par le gouvernement sur la main-d'œuvre paysanne afin d'entretenir une armée assez nombreuse, les conséquences, aujourd'hui perceptibles, du déboisement aveugle qu'à connu cette région et qui compte tenu de la violence des pluies a stérilisé des milliers d'hectares de terres. Ironie de l'Histoire : c'est une sécheresse, en 1974, qui avait précipité la fin d'Haïlé Sélassié...

Ailleurs, au Kenya par exemple, c'est le gouvernement qui a, en manipulant les prix, multiplié l'effet d'une mauvaise récolte. En 1978 la récolte du maïs avait dépassé tous les espoirs. Le gouvernement, qui avait pu exporter 200 000 tonnes de grains, a donc décidé de réduire à 30 % le prix du maïs payé au fermier. Le résultat ne s'est pas fait attendre : en 1979 la production avait baissé de 400 000 tonnes. Sans sécheresse. Et cette année le Kenya va être obligé d'acheter des céréales sur le marché mondial. Ou de faire appel à l'aide internationale.



Sygma

Cette petite fille ougandaise ne survivra pas.

Mais par-delà les erreurs humaines et l'incompétence ou l'avidité des bourgeoisies nationales, la sous-alimentation chronique du continent et les poussées de famine brutale ont des causes plus profondes. L'Afrique est un continent « pauvre ». Ses exportations ont peu de valeur — mais qui détermine la valeur des produits si ce n'est l'Occident ou les pays pétroliers ? — et ses importations sont chères. Il suffit de comparer l'évolution du prix de l'arachide — l'exemple sénégalais est à cet égard révélateur — avec celui des produits manufacturés pour comprendre la déperdition du pouvoir d'achat des paysans et des gouvernements. Au fil des années l'échange devient de plus en plus inégal. Dès lors comment investir, creuser des puits, cesser de déboiser en utilisant, pour la cuisine, une autre énergie ? Comment même modifier ses habitudes alimentaires ? Car cela coûte cher de s'habituer à se nourrir d'aliments que l'on ne produit pas. Résultat : les gouvernements ont peu de moyens à leur disposition et se préoccupent en règle générale plus des villes que des campagnes. Dès lors la structure des dépenses ne permet pas de porter remède aux difficultés agricoles.

Dans les pays de l'Afrique de l'Est touchés cette année, les budgets nationaux ont une évolution commune : le développement rapide des dépenses militaires. Depuis 1975, et en monnaie constante, la croissance annuelle de ce poste de dépenses est de 17 %. Qui bénéficie de ces achats ? Et peut-on croire que les pays développés, les anciennes puissances coloniales ne sont pour rien dans les soubresauts du continent ?

Certes, en Ouganda les troupes d'Amin Dada, transformées en bandes, en Grandes compagnies, ajoutent à la sécheresse une note surréaliste : leurs exactions sont telles que l'aide internationale n'arrive plus. Mais faut-il revenir sur la carrière d'Amin Dada, sur l'appui qu'il reçut, de l'Ouest puis de l'Est, et qui lui permit de durer, de détruire son pays ?

Réduire la famine aux aléas climatiques revient à laisser en fin de compte la responsabilité de la situation aux seuls Africains. Or, ce continent, déjà « ponctionné », amoindri, par la traite et l'esclavage, mérite mieux de la part de la communauté internationale. Et cela en dehors même des moments où une aide alimentaire intense est nécessaire. Si l'on ne veut pas que dans un proche avenir l'ensemble du continent, en dehors de pôles de développement comme le Nigeria, n'implose, c'est toute la politique des nations développées — de l'Est comme de l'Ouest — qu'il faut changer. Cela passe par une réévaluation des prix, par une nouvelle définition de l'aide, par un modèle de développement différent. Le comprendre et le proposer aujourd'hui est plus que nécessaire. C'est indispensable, très vite, pour les Africains. Puis pour nous. Il vaudrait mieux que les gouvernements le comprennent alors qu'il est encore temps. ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

La chronique de François Mitterrand

Jeudi 26 juin

TOUT lecteur attentif, pour ne pas dire scrupuleux, qui comparera la partie de ma conférence de presse consacrée aux problèmes monétaires internationaux avec le chapitre correspondant du communiqué des sept pays industrialisés, réunis à Venise, y relèvera cinq différences notables. 1/ J'ai souhaité « associer pleinement les pays pétroliers à la gestion du système monétaire existant, Fonds monétaire international et Banque mondiale ». Les sept ont exhorté — sans plus — les mêmes pays à accroître leur aide au quart monde. 2/ Pour que cesse la poursuite infernale entre le prix des produits pétroliers, la hausse des biens manufacturés et la baisse du dollar, j'ai suggéré que s'organise entre producteurs et consommateurs, et dans le cadre des institutions internationales rénovées, une concertation sur le prix de référence du pétrole. Les sept, escomptant peut-être de la récession mondiale un retournement du marché, sont restés muets sur ce point. 3/ J'ai dénoncé la façon dont les Américains jouent de la détérioration du dollar. Les sept ont, naturellement, éludé la question. 4/ Plutôt que de laisser les banques privées gérer le recyclage des pétrodollars, j'ai recommandé la création d'institutions publiques assorties de nouvelles procédures propres à faciliter le financement du commerce international et à servir d'agents régulateurs aux flux et aux reflux de la spéculation. 130 milliards de dollars, pour 1980, le déficit de la balance des paiements tant des pays industrialisés que des pays du quart monde commence à peser lourd. Les sept ont, de leur côté, invité la banque des règlements internationaux et les autorités monétaires à « améliorer la surveillance et la sécurité du système bancaire international » et le F.m.i. à intervenir davantage dans les mécanismes de financement. Ce n'est pas la même chose. 5/ Afin de soutenir autant que possible la croissance, de réduire les turbulences du marché des pétrodollars et de faire un pas vers un système monétaire multipolaire, j'ai demandé à la Communauté européenne d'emprunter en E.c.u. pour ses propres besoins et pour ceux du quart monde. Les sept n'ont pas abordé ce sujet et n'ont dès lors apporté aucune conclusion aux travaux de Bruxelles et de Washington.

Mais pourquoi s'expliquer ? Convainc-t-on les moines ligueurs ? J'espère que « l'Unité » publiera ces deux textes. On verra ce qu'il reste du « flou artistique » qui, selon Gilbert Mathieu, (du « Monde ») a enveloppé mes propos de mardi.

Vendredi 27 juin

LES jours se suivent et se ressemblent. Un hasard malicieux me fait ouvrir un recueil de dictons à la page où il est écrit : « Il fallait se garder du devant d'une femme, du derrière d'une mule et d'un moine de tous côtés. » Au Moyen Age, bien entendu.

Lundi 30 juin

SOIXANTE-dix à quatre-vingts fusées mobiles à trois têtes nucléaires chacune, dont le nombre s'accroît de semaine en semaine, capables d'atteindre et de détruire la totalité des dispositifs militaires en Europe en moins de quinze minutes, avec une telle précision (cinquante, cent mètres disent les experts) qu'elles épargneraient villes et populations voisines et même, délicatesse supplémentaire, les soldats américains à demeure dans les pays membres de l'Otan, voilà ce que représentent les S.S. 20, ces armes soviétiques disposées le long de la frontière occidentale de l'U.r.s.s. Sujet intéressant. Mais le président de la République, pourtant fort disert sur les problèmes de défense, jeudi dernier, n'en a pas soufflé mot.

Pour rétablir l'équilibre en Europe, motif officiel, et pour montrer aux Soviétiques, motif réel, leur aptitude au bras de fer, les Américains ont obtenu de l'Allemagne fédérale l'autorisation d'installer sur son territoire, à partir de 1983, quatre cent vingt fusées dites Pershing 2, dont le rayon d'action sera de deux mille kilomètres et qui pourront frapper Moscou en six minutes. Jusqu'à présent, le rapport de forces entre les deux superpuissances était fondé sur le fait que les fusées stratégiques américaines et russes disposaient à peu près du même temps, vingt-cinq minutes, pour traverser l'Atlantique. Aujourd'hui, les Russes possèdent l'avantage sur notre continent. Après 1983 les rôles changeront. Ce déséquilibre inversé explique sans doute le durcissement soudain de l'Union soviétique et peut-être, du moins pour partie, son offensive en direction du Moyen-Orient, façon de tenir un gage. C'est en tout cas l'opinion de nombreux spécialistes, et particulièrement du président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Maurice Couve de Murville. Je rappellerai donc ici ce que je répète sur tous les tons depuis six mois : englober les S.S. 20 et les Pershing 2 dans une même négociation et « geler » ces deux armes est de première urgence. Sujet intéressant. Mais le président de la République, fort disert sur les problèmes de défense jeudi dernier, n'en a pas soufflé mot.

La seule parade de la France sous le coup d'une agression atomique directe et massive repose sur ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins insaisissables, non repérables, et dont la puissance de feu, toujours en mouvement, provoquerait d'épouvantables destructions. C'est de cette puissance et de cette mobilité que dépend, pensent nos stratèges, la non-bataille, c'est-à-dire le non-engagement d'un ennemi, à l'avance dissuadé d'agir. Sujet intéressant. Mais le président de la République a parlé de la bombe à neutrons, arme tactique à portée limitée, d'un lanceur stratégique mobile pour 1992 et d'engins balistiques à têtes multiples sur nos sous-marins sans souffler mot du nombre de sous-marins nucléaires jugés indispensables à la crédibilité de notre stratégie.

En novembre de cette année, la Conférence de Madrid rassemblera tous les pays d'Europe, ceux de l'Ouest et ceux de l'Est, plus les Etats-Unis et le Canada. On y discutera économie, armement, sécurité collective, droits de l'homme, « mesures de confiance » pour l'approche de la détente. Sujet intéressant. Mais le président de la République n'en a pas soufflé mot.

On me comprendra si j'insiste.

LA CONFERENCE DE PRESSE DU 24 JUIN

« Pour que cesse la poursuite infernale entre la hausse des produits pétroliers, la hausse des biens manufacturés et la baisse du dollar, plusieurs mesures sont nécessaires dans l'immédiat.

1/ Il convient d'associer pleinement les pays pétroliers à la gestion du système monétaire existant, Fonds monétaire international et Banque mondiale. Ces pays n'ont aujourd'hui qu'une arme : la hausse du pétrole.

2/ Par voie de conséquence, on ne verra plus d'un côté les pays producteurs discuter entre eux des prix de référence du pétrole et de l'autre les pays consommateurs s'efforcer de suivre le train, tandis que la monnaie de l'un d'eux détermine à elle seule la valeur de l'échange. Les pays producteurs agissent en détenteurs d'un monopole et en usent comme on use de tout monopole. Il faut un lieu où s'organisera le débat.

3/ Plutôt que de laisser le recyclage des eurodollars s'opérer par les banques privées, il est urgent de charger les banques centrales et les institutions publiques mondiales — certaines sont à créer — d'intervenir comme les agents régulateurs d'un flux et d'un reflux qui, abandonnés aux spéculations présentes détraqueront définitivement l'économie des pays industriels tout en étouffant toute forme de développement du tiers monde non producteur.

4/ Je pense également que, sur le plan de la Communauté européenne, l'émission d'emprunt en E.c.u. permettrait de jouer contre la récession et d'absorber une large part des disponibilités. »

LA DECLARATION DU « SOMMET » DE VENISE

Nous comptons sur le marché international des capitaux pour continuer de jouer le rôle principal dans le recyclage des excédents substantiels de capitaux pétroliers, sur la base des critères de prêts sains. Nous appuyons le travail actuel de nos autorités monétaires et de la Banque des règlements internationaux en vue d'améliorer la surveillance et la sécurité du système bancaire international. Les banques privées pourraient compléter ces efforts.

Les concours privés devront être complétés par un rôle accru des institutions internationales, en particulier du Fonds monétaire international (...).

Nous encouragerons le F.m.i. à rechercher des voies dans lesquelles il pourrait, en respectant ses orientations sur la « conditionnalité », rendre le recours à ses ressources plus attrayant pour les pays ayant des difficultés de financement.

Nous exhortons les pays exportateurs de pétrole à favoriser le processus de recyclage en accroissant leurs concours directs aux pays aux prises avec des difficultés de financement et en allégeant ainsi la pression sur les autres mécanismes du recyclage (...).

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Eté pourri pour Giscard

La candidature de Michel Debré redistribue les cartes au sein de la majorité au moment où le chancelier Schmidt ravit à Giscard le titre d'interlocuteur privilégié de Moscou

PAR CLAUDE ESTIER

LUNDI matin à l'Hôtel-de-Ville, Jacques Chirac présidait tranquillement une session ronronnante du Conseil général de Paris lorsque l'un de ces collaborateurs vint lui souffler quelques mots à l'oreille. Cédant le fauteuil à l'un des vice-présidents, il quitta aussitôt la salle pour se retirer dans ses appartements et réfléchir sur le message qu'on venait de lui apporter : à Amboise, Michel Debré venait de rendre publique sa décision de se porter candidat à l'élection présidentielle.

Pour Chirac, cette décision n'est pas une surprise. Depuis plusieurs semaines déjà, il a pu mesurer la détermination de Debré de se lancer dans la compétition de 1981. Le député de La Réunion n'a cessé de répéter qu'il entend utiliser cette campagne pour s'adresser aux Français et leur expliquer ce qu'il convient de faire pour mettre un coup d'arrêt à « la constante dégradation des affaires publiques ». Tous les dirigeants du R.p.r., et Chirac le premier, savent que Debré s'est toujours cru porteur d'un message et qu'il s'identifie lui-même à cette notion de « salut public » qui revient si souvent dans sa bouche ou sous sa plume.

Le fait nouveau est qu'après avoir longtemps donné l'impression qu'il voulait seulement témoigner, Debré s'est pris au sérieux. Les sondages qui ne lui donnent guère plus de 3 % des voix ne l'ont pas découragé (il est d'ailleurs probable qu'étant désormais le seul candidat gaulliste déclaré, sa cote va maintenant progresser) et si l'on peut considérer qu'il n'est pas dupe de sa propre affirmation selon laquelle il est « candidat pour gagner », on peut aussi penser qu'il ne renoncera pas en chemin.

C'est bien précisément ce qui a de quoi préoccuper Jacques Chirac, dont le choix n'était déjà pas si aisé : être candidat contre Giscard d'Estaing, avec la perspective de ne guère dépasser 15 % des suffrages, c'est prendre un risque grave pour l'avenir mais ne pas être présent dans la bataille de l'an prochain, c'est aussi se condamner, pour un temps au moins, à l'effacement, ce qui n'est pas dans la nature du maire de Paris. Les amis de celui-ci sont donc bien persuadés que, le moment venu, il choisira de prendre le départ. La présence de Debré, qui peut mobiliser autour de lui une certaine fraction de l'électorat gaulliste — la fraction la plus anti-giscardienne — lui complique incontestablement la tâche.

Facilite-t-elle, par le flottement qu'elle crée au R.p.r., celle du candidat Giscard d'Estaing ? Certains dirigeants de l'U.d.f., qui n'ont jamais brillé par leur perspicacité stratégique, se sont empressés de l'affirmer. Mais il semble qu'à l'Elysée même plusieurs conseillers du président se montrent plus prudents dans leur appréciation : ils mesurent parfaitement que les flèches acérées que Michel Debré ne va pas manquer de lancer contre la politique économique du gouvernement peuvent trouver un écho dans une large partie de la population et rendront en tout cas moins crédibles les couplets d'autosatisfaction dans lesquels se complaît Raymond Barre. Sur ce terrain au moins, la campagne de Debré relaiera en quelque sorte celle de la gauche et contribuera à empêcher que se développe la tactique giscardienne qui consiste à escamoter les problèmes intérieurs — le chômage, les hausses de prix, les difficultés de la vie quotidienne — pour mettre en avant la politique internationale et présenter au président de la République l'image d'un homme qui, face aux menaces qui pèsent actuellement sur le monde, peut seul assurer l'indépendance de la France et la sécurité des Français.

Pour se donner cette image, dont il est persuadé qu'elle sera payante à l'heure de l'échéance électorale, Giscard d'Estaing est prêt à tout, y compris à prendre des risques, comme il l'a fait en se rendant à Varsovie pour rencontrer Leonid Brejnev. Sérieusement critiqué pour cette démarche, il a pourtant essayé d'en tirer parti devant Jimmy Carter et les autres participants au second « sommet » de Venise en s'attribuant le mérite d'avoir obtenu du leader soviétique le retrait d'une division d'Afghanistan. Mais en préconisant tout aussitôt une solution globale et définitive, dont on ne voit pas comment les Russes pourraient l'accepter de sitôt, il n'est pas sûr qu'il se soit placé sur le bon terrain. Et depuis le début de cette semaine, on peut se demander si Helmut Schmidt ne lui a pas damé le pion à Moscou en y tenant un langage ferme sur l'Afghanistan tout en offrant à Brejnev la possibilité d'une ouverture sur le problème des armements et plus précisément de l'installation de nouveaux missiles nucléaires en Europe. Le chancelier est un homme assez prudent pour qu'on puisse le croire quand il affirme que, sur ce sujet, « il s'est passé quelque chose » au cours de ses entretiens avec Brejnev et avec le ministre de la Défense, le maréchal Oustinov (1).

Schmidt a bien compris que c'est là la question qui préoccupe le plus les Soviétiques. Il ne faut pas oublier en effet que, chronologiquement, elle a surgi, avec la décision du Conseil de l'Otan, juste avant l'intervention à Kaboul. C'est à partir de là que le Kremlin s'est brusquement durci et François Mitterrand avait raison de souligner la semaine dernière que si l'on veut véritablement une négociation sérieuse avec les Russes c'est sur ce terrain qu'il faudrait l'engager, une négociation globale s'entend, qui porte aussi bien sur les fusées soviétiques S.S. 20 que sur les missiles américains, comme le Parti socialiste l'a proposé dès l'origine.

Ce n'est, hélas, pas la voie qu'a choisie Giscard d'Estaing, qui, en matière de défense, a défini pour la première fois ouvertement une stratégie qui n'est plus celle de la « dissuasion nucléaire », sur laquelle était fondée la doctrine militaire française depuis de Gaulle, mais qui risque d'entraîner la France dans une « bataille de l'avant » (contre qui ?) avec utilisation de nouvelles armes sophistiquées telles que celle dite *« bombe à neutrons »* dont les Français viennent d'apprendre que, préparée dans notre pays depuis quatre ans, elle y a déjà été expérimentée !

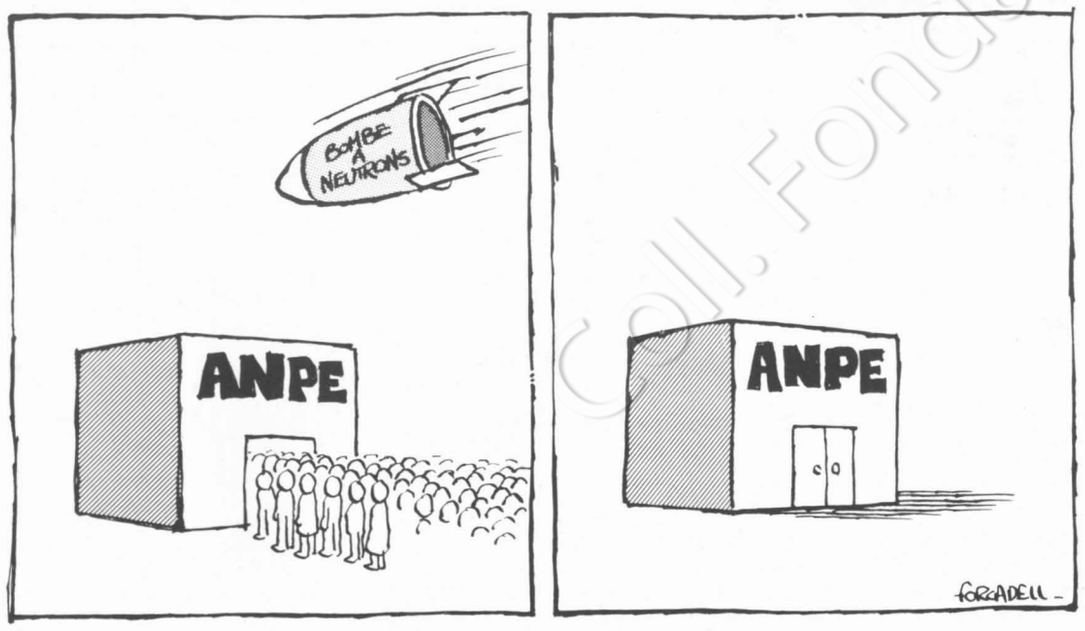
Cette nouvelle politique de défense qui raccroche la France au char de l'Otan est en profonde contradiction avec les affirmations de Giscard d'Estaing sur l'indépendance de la France et avec sa démarche d'intermédiaire — autodésigné — de l'Europe occidentale auprès des Soviétiques. Il est vrai que le président de la République n'a jamais eu peur des contradictions mais celles dans lesquelles il situe désormais sa démarche internationale sont de taille. Et s'il n'a peut-être pas tort de croire que ce sera, dans quelques mois, le bon terrain pour intéresser les Français, il n'est pas certain qu'il y trouvera toutes les satisfactions qu'il semble aujourd'hui en attendre. ●

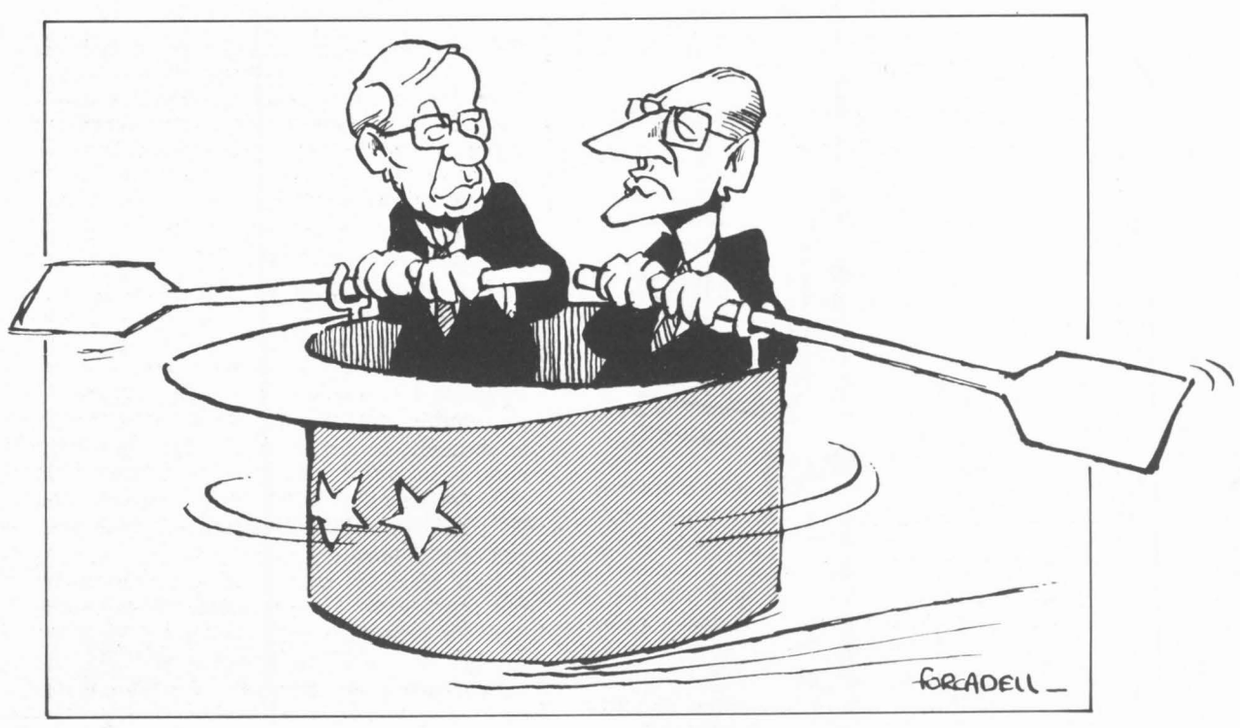
(1) Le chancelier Schmidt a retenu deux autres faits significatifs de ses entretiens de Moscou :

— Les Soviétiques ont confirmé le traité de coopération signé en 1970 pour vingt ans entre la R.f.a. et l'U.r.s.s. Le fait qu'ils aient choisi de le faire avec Schmidt, à trois mois des élections allemandes, n'est évidemment pas sans signification politique.

— Brejnev a accepté sans difficulté la reconduction de l'accord quadripartite sur Berlin auquel il sait que les Allemands attachent une particulière importance.







Comme chaque année, « l'Unité » interrompt sa publication pour la période estivale. Le temps des vacances sera aussi pour nous celui de l'étude et de la réflexion sur l'avenir de notre presse. Entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible, il faut, en effet, trouver le chemin qui permette, dès la rentrée, de renforcer les moyens d'expression du Parti socialiste. Huit années et demi d'existence ont acquis à « l'Unité » et à son équipe rédactionnelle, tout autant qu'à ses abonnés et à ses diffuseurs militants, une expérience irremplaçable pour les futurs combats, à commencer par celui de l'élection présidentielle de 1981.

En souhaitant à tous de bonnes vacances, nous leur donnons rendez-vous en septembre pour un nouveau départ (en demandant à tous ceux qui ont négligé ces dernières semaines de renouveler leur abonnement de ne pas manquer de le faire pendant les mois d'été).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Elections partielles : plus sûres que les sondages !

La montée du mécontentement se traduit au fond des urnes. L'analyse des récentes élections cantonales partielles le démontre incontestablement

PAR GERARD LE GALL

SI les élections cantonales partielles peuvent difficilement s'interpréter à l'aune dominicale, on peut néanmoins correctement en saisir la portée sur une période trimestrielle ou semestrielle. Ainsi en cette période propice à de premiers bilans peut-on dégager quelques enseignements après les apurements de cantons rendus nécessaires par des différences notables de configurations politiques ou de politiques de présence des formations de gauche entre les années de référence 1976-1979 et aujourd'hui.

Parmi les trente-huit cantons en jeu en métropole depuis le début de l'année, seulement vingt-sept d'entre eux retiendront ici notre attention pour une analyse rigoureuse du rapport de force majorité-opposition. Dans une douzaine de cantons en effet la présence d'un candidat unique de la gauche (1) dès le premier tour, l'absence de candidat de la majorité (2), la présence d'un divers gauche difficilement classable (3) ou encore l'absence du P.s. et du P.c. (4) rendraient plus qu'aléatoires les termes de la comparaison. Lors de ces vingt-sept consultations où 145 082 électeurs exprimèrent un vote, il s'en faut de 2,7 points que l'ensemble des formations de la gauche ne rassemble sous sa bannière les pourcentages de suffrages des renouvellements de 1976 et 1979. Ce repli sensible qu'on ne mettra pas uniment au seul actif de la majorité doit être relativisé puisqu'aussi bien hors des deux grands blocs électoraux un socialiste indépendant à Cusset (Allier) et cinq candidats écologistes, tous non présents en 1976 ou 1979, dont les suffrages se reporteront sur le candidat de gauche au second tour réalisent 1,3 %.

Dans les vingt-sept cantons où un candidat communiste est présent au premier tour en 1980 comme lors des renouvellements généraux, le P.c. enregistre une régression de 2,6 points qui se traduit par une balance particulièrement négative au niveau du canton : il concède du terrain à dix-neuf reprises, fait une fois jeu égal et ne progresse que dans neuf cas. Cette baisse d'influence est particulièrement nette à Ecos (Eure), à Créon (Gironde), à Saint-Rémy-en-Bouzemont (Marne), à Villefranche-de-Périgord (Dordogne). S'il résiste bien dans la plupart de ses fiefs à Cusset, à Courbevoie (Hauts-de-Seine) à Gagny (Seine-Saint-Denis), St-Etienne (Loire) il connaît de sérieux faux-pas à Reims, et à Vincennes-Fontenay (Val-de-Marne). Incontestablement le cours nouveau du P.c. — une conception assez singulière de l'union et une réévaluation à la hausse de ce qui se fait en U.r.s.s. et de ce que fait l'U.r.s.s. dans le monde — va exactement à l'encontre de l'objectif du renforcement du Parti et du rééquilibrage de la gauche qu'invoque quotidiennement Georges Marchais. Ce trouble dans l'électorat communiste doit d'autant plus être souligné que l'an dernier, de mai à décembre, le P.c. progressait de 0,7 point et que le P.s. de son côté progresse aujourd'hui de 0,7 point dans les vingt cantons où une analyse rigoureuse peut être effectuée (5). Ce résultat socialiste d'autant plus satisfaisant qu'il doit être apprécié par rapport aux très bons résultats de 1976 et 1979 se retrouve en termes équilibrés au niveau du canton puisque le P.s. progresse et recule à dix reprises. Il réalise de belles performances à Ecos, à Fronton, à Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime), à Saint-Rémy-en-Bouzemont (Marne), à Saint-Savinien (Charente-Maritime) mais connaît des contre-performances à Gavray (Manche), à Gagny (Seine-Saint-Denis), à Rombas (Moselle) et à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Apparemment en dépit de l'antisocialisme flamboyant de la direction du P.c., de la cohabitation conflictuelle dans la ligne du P.c. d'aspects protestataires, de volonté de déstabilisation mais aussi de proclamation de volonté de partager le pouvoir — les deux premiers termes étant privilégiés par rapport au troisième — les électorats socialiste et communiste mêlent correctement leurs voix au second tour des élections. Certes l'électorat socialiste, échaudé par les vindictes sans nuance des dirigeants communistes et par les tracts mensongers qui émaillent les campagnes électorales, renâcle quelque peu ici et là pour porter son soutien aux candidats communistes, mais à l'exception de Gagny, ils réalisent au tour décisif un score toujours supérieur au total de voix de la gauche du premier tour. Si on ne peut se contenter de ces apparences comptables puisque aussi bien on enregistre partout un accroissement de la participation au second tour, il ne semble toutefois pas que la qualité des reports socialistes se soit aggravée au cours de la dernière période. Les résultats dimanche dernier à Lencloître (Vienne) illustrent même leur excellence.

Les électeurs communistes pour leur part désavouent régulièrement la direction du P.c. puisque eux, contrairement à Marchais, savent qui est à la droite ou à la gauche de qui, et ne se trompent pas entre Giscard et les socialistes le jour du vote ! Outre cette bonne qualité des reports communistes et écologistes, on soulignera la mobilisation en faveur des candidats socialistes d'une majorité de nouveaux électeurs de second tour et le transfert d'une fraction de l'électorat modéré ou R.p.r. sur le P.s. Ces phénomènes qui nous ont permis de triompher à Hyères, à Montpellier et à Saint-Savinien se sont encore vérifiés dimanche dernier à Donnemarie-Dontilly (Seine-et-Marne) et à Brenod (Ain). Incontestablement au cours de la dernière période la montée du mécontentement se retrouve au fond des urnes. A nous dans les mois à venir de transformer le phénomène en vote politique pour le prochain rendez-vous électoral national.

Ce léger recul de la gauche qui s'explique exclusivement par les mauvais résultats communistes, insuffisamment compensés par la croissance socialiste, n'empêche toutefois pas l'opposition d'afficher un bilan positif en terme de sièges cantonaux. Le P.s. apparaît comme le vainqueur de la compétition puisqu'il a conquis trois sièges à Reims sur le P.c., à Fontaine-le-Dun sur l'U.d.f. et à Saint-Savinien sur un modéré, mais a dû céder Bapaume au R.p.r. Le P.c. pâtit de l'érosion de son influence et perd trois sièges à Gagny et à Vincennes au profit du R.p.r. et de l'U.d.f. et à Reims, mais l'emporte à Bastia et à Lencoître. Le M.r.g. de son côté conquiert deux sièges à Saint-Gangoux-le-National (Saône-et-Loire) mais cède Luc-Saint-Sauveur (Hautes-Pyrénées). Dans la majorité l'U.d.f. et les modérés perdant chacun deux sièges sont victimes des conquêtes de la gauche.

Cette brève analyse de la première série des cantonales de 1980 montre que le P.c. paye au prix fort son virage stratégique et qu'en dépit d'un léger fléchissement l'opposition demeure majoritaire au niveau local. Si l'on doit se garder d'extrapoler ce fait majoritaire local pour le prochain rendez-vous présidentiel, on peut néanmoins conclure, comme lors de nos précédents bilans, qu'au second tour l'an prochain la bataille sera serrée. ●

(1) Belgodère, Prunelli (Haute-Corse), Vermand, Laon (Aisne), Montpellier et Donnemarie-Dontilly.

(2) Bastia, Barrème.

(3) La Roche-sur-Foron et Château-Porcien.

(4) Castelnau-du-Médoc (Gironde).

P.c.f. : une modestie de violette



PAR ANTOINE VIOLET

« L'HUMANITE » a publié lundi une page entière consacrée à la presse du Parti communiste et qui rend compte d'une réunion spéciale de responsables fédéraux présidée par André Carrel et marquée notamment par les interventions de Claude Poperen et de Gaston Plissonnier.

On chercherait en vain dans ce compte rendu la moindre analyse du malaise qui existe à l'heure actuelle parmi les journalistes communistes et qui se traduit par des démissions spectaculaires comme celles de François Hincker à « Révolution » et Jean-Pierre Gaudard, chef de la rubrique économique de « l'Humanité » (celle-ci n'ayant pas consacré plus de quatorze lignes au départ d'un de ses principaux collaborateurs).

Mais la journée des responsables fédéraux a bien montré les graves difficultés auxquelles se heurte présentement le P.c.f. pour le développement de sa presse.

Quatre mois après sa naissance, l'hebdomadaire « Révolution », lancé avec un grand tapage en remplacement de « France-nouvelle » et de « la Nouvelle Critique », ne semble pas avoir dépassé quinze mille abonnés, ce qui ne saurait être considéré comme un succès. Le Comité central de la semaine dernière a d'ailleurs souligné que les premiers résultats enregistrés « ne font pas encore le compte ».

Plus sérieuses encore sont les difficultés rencontrées par « l'Humanité » quotidienne dont la vente ne cesse de baisser (elle est tombée à Paris au-dessous de celle de « Libération ») et par « l'Humanité-dimanche » dont la campagne de diffusion est loin d'atteindre les résultats escomptés. « Nos efforts doivent être portés à un niveau supérieur », a affirmé Claude Poperen qui a, d'autre part, reconnu que « treize mille cellules n'ont pas encore de C.d.h. » et qu'un nombre important de C.d.h. existants n'ont pas augmenté leur diffusion depuis le mois d'octobre. Ce qui a été confirmé par plusieurs responsables fédéraux, celui de l'Essonne précisant que « nos résultats ne sont le fait que de la moitié seulement du parti » tandis que celle des Hautes-Alpes se lamentait sur le fait que « beaucoup de camarades ne lisent pas encore notre presse ».

Cette discussion confirme donc indirectement que la direction du parti est loin d'avoir dissipé les doutes et les interrogations que sa politique et son comportement suscitent parmi les militants. C'est particulièrement vrai dans la région parisienne et notamment à Paris où la direction n'a toujours pas réussi à crever l'abcès que constituent les prises de position d'Henri Fiszbin, lequel vient d'ailleurs de recevoir l'appui d'un autre conseiller de Paris, Michel Férignac.

Autant de problèmes que Georges Marchais a préféré ignorer dans son intervention au Comité central (qui contient en revanche une longue et virulente attaque contre François Mitterrand). De même que Pierre Juquin qui, interrogé lundi à France-Inter, s'est lancé dans une violente diatribe contre « la politique politicienne » en ajoutant qu'au Comité central du Parti communiste « on ne parle que de choses sérieuses ». Sans compter celles dont on ne parle pas ! ●



P.c.i.: à la recherche de la potion magique

Tirant les leçons des dernières élections, le P.c.i. voudrait bien faire quelque chose avec les socialistes (un programme commun?) mais sans abandonner la stratégie du compromis historique

PAR MARC SEMO

(de notre correspondant particulier)

QUE faire du P.s.i. de Bettino Craxi ? De ce Parti socialiste qui après six ans a réintégré une coalition de centre gauche aux côtés de la Démocratie chrétienne et n'en a pas été pénalisé électoralement, de ce secrétaire général qui parle haut et fort de « réformisme », appuie non sans démagogie les référendums du petit parti radical de Marco Panella, mais veut aussi « redimensionner la centralité démocrate chrétienne », c'est-à-dire en finir avec trente-cinq ans ininterrompus de présidence du Conseil de la D.c.

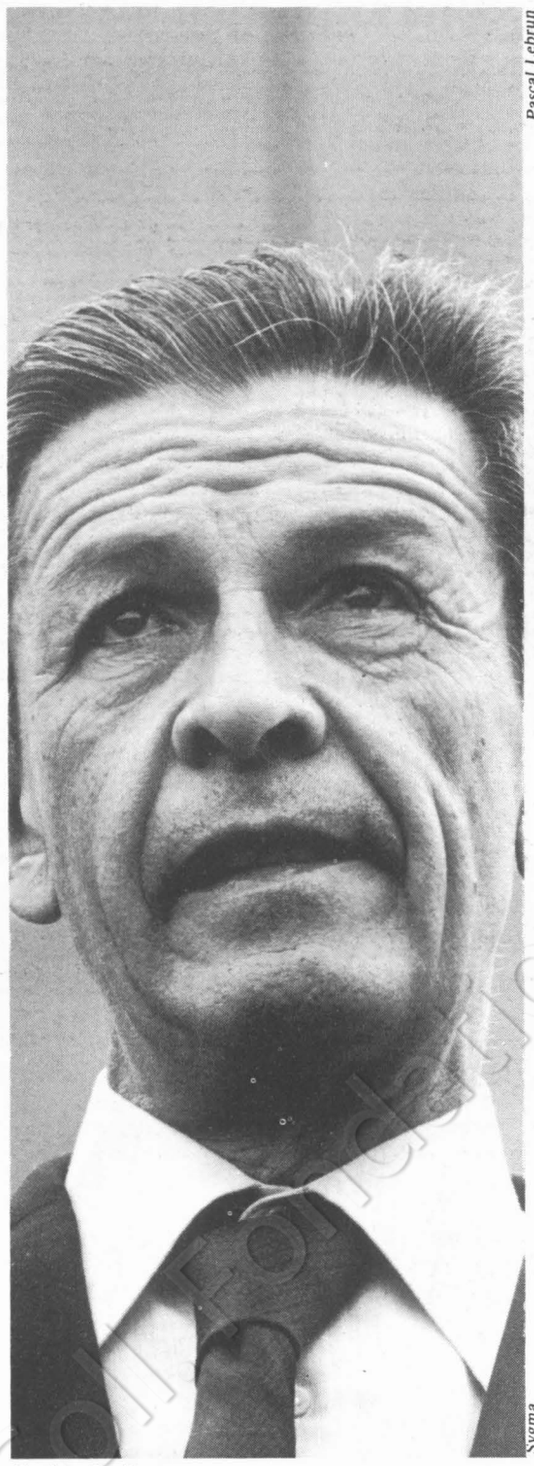
Cette question du rapport unitaire avec les socialistes a dominé les quatre jours de réunion du Comité central du P.c.i. Il fallait faire le bilan des résultats contradictoires des élections municipales et administratives des 8 et 9 juin dernier, mais aussi répondre — selon la formule de Pietro Ingrao, président de l'Assemblée nationale — « à ces pressantes interrogations, au sein même du parti, sur notre perspective politique et sur notre ligne stratégique ».

Le tournant réactionnaire n'a pas eu lieu

Est-ce l'absence de cette perspective et de cette ligne qui explique le nouveau recul des voix communistes dans le sud de la péninsule, sauf à Naples et à Tarente ? Au nord et au centre, le P.c.i. a bien tenu. Dans les grandes villes, il est en nette remontée. Il a marqué une forte reprise après la défaite des élections législatives de l'an dernier. « Le tournant réactionnaire » que craignaient les dirigeants communistes n'a pas eu lieu. Un an « d'opposition » a-t-il suffi à regagner une partie du terrain perdu ? En fait, sauf à Bologne, où, pour la première fois depuis la guerre, le P.c.i. n'a plus la majorité absolue, les communistes ont regagné des voix là où ils gouvernent. Les dizaines de milliers de « votes préférentiels » qui se sont portés sur des maires communistes comme Maurizio Valenzi à Naples ou Diego Novelli à Turin (avec 90 000 préférences ce dernier bat même le record turinois de Togliatti), montrent que les électeurs ont plus choisi une certaine gestion honnête que plébiscité une stratégie politique. Conquises par la gauche en 1975, administrées depuis par des maires communistes, ces deux villes étaient devenues le symbole de la difficulté pour le P.c.i. à appliquer à une grande métropole industrielle ou à la capitale du chômage transalpin, le « modèle émilien » de bonne gestion tranquille. Pour les élections politiques de 1979, le P.c.i. avait perdu de quatre à six points. Il a regagné le terrain perdu.

En revanche, au Sud la situation est préoccupante. « Au Sud, affirmait Armando Cossutta dans le rapport d'introduction, du moins dans certaines zones le P.c.i. a cessé d'être un parti de masse. » Electoralement il a reculé de quinze à vingt ans. « Dans onze chefs-lieux du Mezzogiorno, constatait le secrétaire de la fédération de la Campanie, la D.c. a de nouveau la majorité absolue et le P.s.i. est le second parti. »

Faute de voir des changements radicaux, faute d'espoir de mutations politiques les électeurs se sont-ils repliés sur le « clientélaire » système de pouvoir démocrate chrétien qui fonctionne tant bien que mal ? Pietro Ingrao, le leader de la gauche du P.c.i., a souligné que cet affaiblissement au Sud ne dépend pas des insuffisances des organisations méridionales du P.c.i. mais bel et bien de la ligne politique nationale. La question méridionale est le révélateur des profondes limites de la politique d'union nationale suivie entre 1976 et 1979.



Pascal Lebrun

Enrico Berlinguer.



Bettino Craxi.



Sygma

Pietro Ingrao.

Alors quelle union de la gauche ? Que signifie l'actuel retour du P.s.i. dans les ministères ? Est-ce simplement une tentative de la bourgeoisie de « réorganiser le bloc de pouvoir, de le moderniser en y aspirant le P.s.i. » et de condamner le P.c.i. à un très subalterne rôle d'appoint ? Mais la volonté du P.s.i. d'en finir avec la « centralité » de la D.c. n'offre-t-elle pas certaines perspectives ?

Pour Pietro Ingrao, il faut « un programme commun » avec le P.s.i., mais ne pas non plus se limiter à un accord entre les deux partis de la gauche historique. Il faut créer un système de pouvoir antagoniste, alternatif à celui de la D.c., un système de pouvoir qui exprime les mouvements profonds de la société italienne, y compris les masses catholiques.

Le tiers de l'électorat italien

Pour Giorgio Napolitano, porte-parole de l'aile « modérée » du parti, le rapport avec le P.s.i. est tout aussi nécessaire. Implicitement, pour lui la gauche italienne réunie doit être un grand mouvement réformiste et crédible. Différent de cette année d'opposition du P.c.i. qui n'avait d'autre perspective que le retour au gouvernement. Une opposition qui ne pouvait être que sectaire dans ses formes et pauvre dans ses contenus.

Une décennie est finie. Le P.c.i. continue de représenter le tiers de l'électorat italien. Son influence culturelle et sociale est beaucoup plus importante encore. Mais justement c'est trop ou pas assez. Trop pour n'être qu'un parti d'opposition replié sur le monde ouvrier et un électorat traditionnel. Pas assez pour être pleinement un parti de gouvernement. Il faut l'alliance avec les socialistes.

« Nous ne devons pas commettre vis-à-vis du P.s.i. les erreurs faites vis-à-vis de la D.c. quand nous cherchions l'entente à tout prix. » Dans son discours de conclusion Enrico Berlinguer est resté prudent. Pour lui, le « compromis historique » doit demeurer la stratégie du P.c.i. Mais il ne s'agit plus de le considérer simplement comme une alliance politique de gouvernement. Il faut lui redonner tout son sens de dynamique sociale en commençant par attaquer plus vivement encore l'actuel gouvernement Cossiga accusé à la fois d'immobilisme et de soumission aux intérêts américains. Ce gouvernement, qui paraissait renforcé par les élections administratives, risque donc de se trouver à nouveau en difficulté à la rentrée. Mais d'ici là, le P.c.i. aura-t-il trouvé la formule magique qu'il recherche vainement depuis si longtemps ? ●

Muchachos : les enfants de la révolution et du rêve

6 juillet. « Toutes nos nuits sont hantées par des rêves de guerre... De jour, la ville est aussi impressionnante que de nuit et à peine moins théâtrale. Car derrière les façades intactes, quand elles existent, il n'y a plus rien. L'horreur saute à la gueule par plaques. »

Le 6 juillet 1979, Francis Pisani était à Esteli. Depuis le 2 juillet, il marchait avec une colonne de Sandinistes. Le 20 juillet il entrait dans le bunker de Somoza à Managua.

« Muchachos » (Edition Encre) est le journal que Pisani a ramené du Nicaragua. Les lecteurs de « l'Unité » connaissent le journaliste. Son livre a les qualités du reportage. Il y a, vivants, ceux qui luttent, tout un peuple tendu pour sa libération, ceux que Pisani a accompagné dans leur longue marche vers la victoire.

Mais un livre permet plus qu'un article. Avec « Muchachos », Pisani non seulement nous montre une révolution exemplaire, mais, faisant parler les auteurs, il explicite leur rêve : celui de n'être, jamais, des bourreaux. Ce qui, l'Histoire le montre, est plus rare qu'on le croit.

Livre d'aventure, épopée d'une jeunesse, « Muchachos » est aussi une enquête et une longue réflexion sur ce qui fut l'événement de l'année 1979 : la première révolution réussie d'Amérique continentale. L'événement laissera des traces. Pour les comprendre, il faut lire « Muchachos ».

G.P.

Un enfant en prison pour un vol de bonbons...

Yann a quatorze ans. Depuis le 21 juin il est en prison à Fleury-Mérogis. Pour trois mois, pour plus peut-être

PAR EMMANUELE PLAS

YANN est élève de 6e ou de 4e (sa mère l'ignore) d'une classe de rattrapage au C.e.s. Romain-Rolland de Bagneux (Hauts-de-Seine). « Moi, si c'était mon fils, je lui couperais les mains », disent les commerçants du centre commercial de Port-Galand près duquel habite la famille du nouveau pensionnaire de Fleury-Mérogis. De toute façon entre la cité sans nom qui entoure Port-Galand et le centre de jeunes détenus où est maintenant enfermé l'adolescent — presqu'un enfant — le paysage ne doit pas être très différent : du béton et le ciel.

« Ce n'est pas la prison qu'il lui faut c'est l'échafaud. » Pourquoi cette haine des commerçants contre Yann ? Parce que Yann, c'est le coupable. Enfin celui que la police a trouvé. Dans ce quartier où la moitié des cinq mille habitants sont des cas sociaux, selon les termes de l'administration, les vols, le vandalisme, les attaques aux coins des rues sont monnaie courante. Alors les commerçants qui souffrent de cette délinquance des jeunes sont contents qu'on ait arrêté Yann.

Et pourtant les faits ne sont pas prouvés, loin de là (le dossier est entre les mains d'un juge d'instruction du tribunal de Nanterre) : le 18 juin, entre 10 heures et 11 heures du soir la vitre d'une droguerie du centre commercial a été brisée, un début d'incendie s'est déclaré. Le lendemain matin, des flics en civil ont débarqué dans le grand appartement bien propre des parents de Yann. La mère, abasourdie, les a laissé emmener son fils. Yann a été conduit au commissariat de Montrouge. Il avait déjà eu affaire à la police, pour une histoire de vol chez le même droguiste. Son frère aîné, qui fait actuellement son service militaire, était dans le coup. Les objets volés ont été retrouvés dans l'appartement des parents : une planche à roulettes et... des bonbons. Ils ont été rendus au commerçant.

Menottes au poignet

Quoiqu'il en soit, le 19 juin, Yann a dû rester au commissariat de Montrouge. Interrogatoire, baffes — c'est ce que le prévenu a affirmé à ses parents — il a avoué tout ce qu'on voulait et il a signé tout ce qu'on voulait bien lui faire signer.

Il avait été arrêté jeudi matin, mais c'est seulement samedi que son père a pu le voir : il moisissait, assis sur une chaise dans un petit réduit du commissariat de Nanterre. Quand le père l'a aperçu, Yann avait les menottes aux poignets, comme un dangereux bandit. On allait le transférer à Fleury-Mérogis.

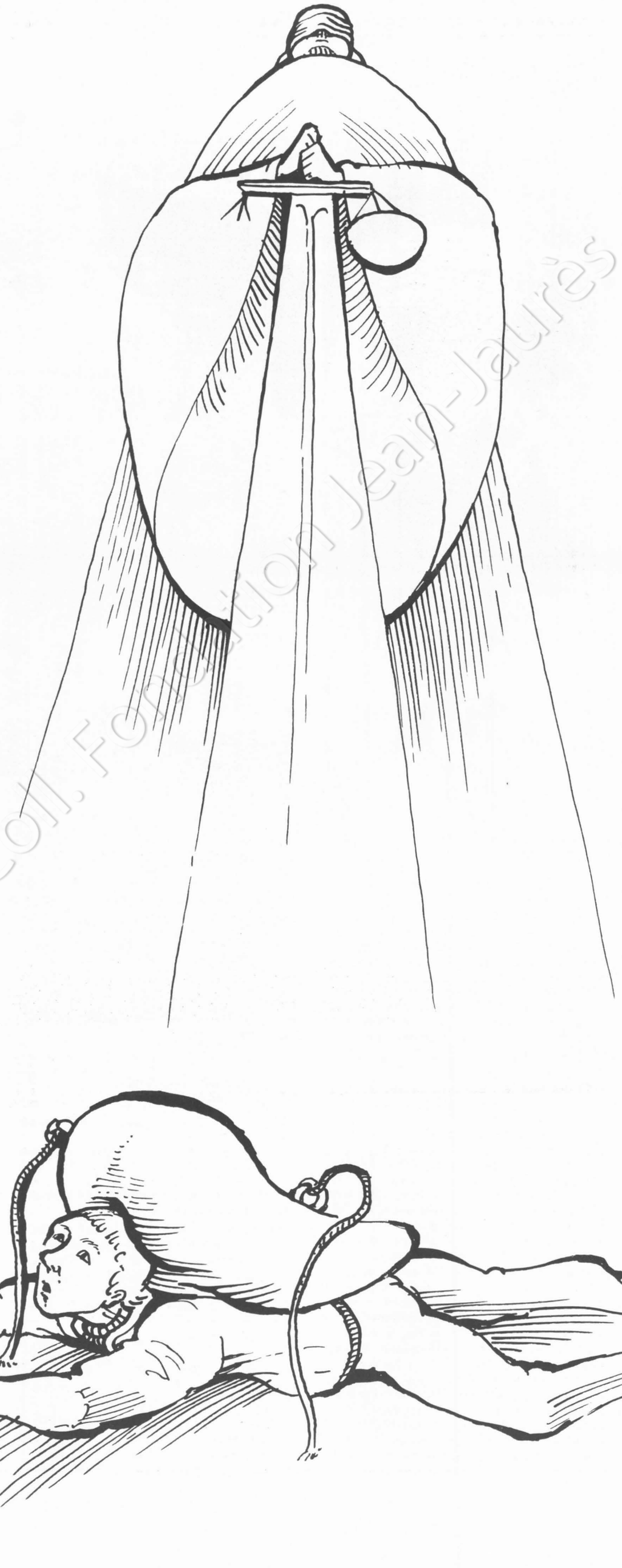
La mère est atterrée. Cette femme de quarante ans, usée par cinq maternités et qui élève encore un petit-fils, exclut que Yann ait pu faire le coup : « D'ailleurs, quand il avait déjà été arrêté, affirme-t-elle, la boutique du droguiste a été cambriolée et le lendemain, c'est un magasin d'électro-ménager. Ils en ont pris pour cinq millions. C'est pas des gosses qui font ça ! » Elle fait des ménages et des remplacements de gardiennage pour nourrir la famille. Le père (quarante-huit ans) était monteur-soudeur chez un installateur de chauffage central. Il y a six ans, il a eu un grave accident de travail et est resté handicapé. La famille est soutenue à bout de bras par le bureau d'aide sociale de la mairie (une municipalité d'union de la gauche dirigée par le communiste Henri Ravera). Tous les enfants ont passé ou passeront dans les sections de rattrapage de Romain-Rolland. La mère énonce cela comme quelque chose de normal : « Après on leur trouve un métier. » La fille aînée travaille dans la maroquinerie où elle est payée au Smic. Une famille nécessiteuse comme il y en a des centaines dans cette cité-dortoir pour ouvriers qu'est Bagneux. La municipalité accuse la S.c.i.c. (une filiale de la Caisse des dépôts et consignations), qui possède des ensembles H.l.m. sur le territoire de la commune dont celui de Port-Galand, d'accueillir toute la population nécessiteuse que Paris rejette, pour l'enfermer dans des ghettos. « C'est aussi un grave problème pour le bureau d'aide sociale, remarque Lucien Atlan, conseiller municipal socialiste. »

La délinquance de ces adolescents préoccupe chacun. Un comité de soutien pour la libération de Yann s'est formé. Les socialistes de Bagneux, en tête Baptiste Ottavi, le secrétaire de la section socialiste, y participent activement. Pas les communistes : un adjoint a bien essayé d'intervenir au commissariat de Montrouge, mais l'adolescent avait déjà été transporté à Nanterre. Les communistes voudraient d'abord savoir si Yann est innocent. Jusque-là les témoignages semblent bien fragiles, et les preuves de sa culpabilité insuffisantes. La concierge de l'immeuble du droguiste affirme que ce n'est pas lui. Quelqu'un l'aurait dénoncé : « Un règlement de comptes entre adolescents, pense Baptiste Ottavi. Mais ce n'est pas avec les méthodes répressives qu'on réglera ce problème social. »

Pas plus de dix jours

France Assémat, une mère de famille qui habite le quartier, est l'âme du comité de soutien : « Ici les enfants et les adolescents sont livrés à eux-mêmes, rien n'a été prévu pour eux. Alors ils sont dans la rue. Ils souffrent beaucoup d'être pauvres, mal habillés. Ils se sentent rejetés, ce sont vraiment des marginaux. Ils rêvent de moto. Comme ils n'ont pas d'argent pour s'acheter un vélo, ils en montent tout seuls, en volant ici une roue, là un guidon. » France Assémat a connu Yann lorsqu'elle animait « un terrain d'aventures dans le quartier » : « C'est un enfant en révolte contre la société mais qui aime beaucoup ses parents et qui est très aimé d'eux. »

Au centre de jeunes détenus de Fleury-Mérogis, ils sont une vingtaine d'adolescents de moins de seize ans. Yann est probablement un des plus jeunes : « Entre treize ans et seize ans, les mineurs ne peuvent pas être détenus plus de dix jours, explique un éducateur de Fleury, membre du S.n.e.p.a.p. (Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire) sauf s'il s'agit d'une procédure criminelle : dans le cas de Yann, il y a eu début d'incendie. » Cet éducateur estime d'ailleurs que ses détentions de jeunes adolescents sont inadmissibles. Il constate aussi que depuis que Peyrefitte a recommandé que les prévenus mineurs de moins de dix-huit ans ne se retrouvent plus derrière les barreaux, il y en a toujours autant. Au nom de la sécurité, sans doute. Mais pas au nom de la liberté. ●



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Une erreur judiciaire vieille de 34 ans

Polonais ou ouvriers agricoles, ils ne pouvaient être que les assassins du garde-chasse. Ayant avoué sous la torture - en 1946 !-, ils ont purgé quelques années de prison. Tout le département de l'Indre est aujourd'hui secoué par un livre qui démontre leur innocence et réclame leur réhabilitation

PAR YVONNE PIERRE

SAINT-MICHEL-EN-BRENNE, au nord du Blanc, un village de France pas tout à fait comme les autres, car il appartient à la terre, mais aussi à l'eau, planté dans cet enchevêtrement de bois et d'étangs qu'on appelle la Brenne. Une région où les riches et les grands de ce monde sont venus jadis et viennent encore aujourd'hui, soit chercher l'oubli d'un passé fastueux —ce fut le cas autrefois de madame de Montespan exilée par Louis XIV, soit la détente, loin du tourbillon des affaires — et c'est aujourd'hui le rêve de nos potentats du monde industriel, quittant chaque week-end la capitale pour courir la sauvagine dans les chasses jalousement gardées de leurs immenses propriétés.

Ainsi, M. Lebaudy — du sucre — va tirer le canard en compagnie d'un de ses gardes, Louis Boistard, le 29 décembre 1946 au matin. Sur le coup de treize heures, bien sonnées, le garde rentre chez lui déjeuner. Puis il part faire sa tournée.

Sur la tête de maman

Ce même jour, après un repas copieux et bien arrosé, vers trois heures, trois heures et demie de l'après-midi, une charretée de quatorze personnes quitte la ferme de la Blinerie, hors du territoire Lebaudy, tenue par une famille de Polonais récemment installée dans la région. Ils ont la ferme intention de tuer quelques lapins, seul gibier que les maîtres permettent à leurs employés de chasser. Parmi eux, les trois Polonais, Jacob Mis et ses fils Stanislas et Raymond, un maçon, Gabriel Thiennot, dont le père avait été fermier de Lebaudy mais était mort dans d'atroces souffrances et faute de soins pour avoir heurté les leviers d'une faucheuse, laissant une femme et treize orphelins. Gabriel Thiennot avait été résistant en 1944 à l'âge de dix-huit ans, mais son chef le colonel Bastien l'avait invité à regagner le domicile maternel afin de ne pas laisser sans ressources une famille que Lebaudy n'avait pas gardée, mais où sept personnes vivaient encore dans une petite maison, à Mézières, non loin de Saint-Michel-en-Brenne.

A minuit, le garde Boistard n'étant pas de retour, sa femme, sur le conseil d'un voisin, prévient la police. Le lendemain à 9 h 15, on retrouve dans l'étang des Saules, émergeant à demi de l'eau, son corps troué de quatre balles, dont l'une mortelle au flanc.

L'affaire de Saint-Michel-en-Brenne commence. Très vite, dans les journaux locaux, « la Marseillaise » et « la Nouvelle République », on accuse les huit hommes de la charretée, dont les frères Mis, Gabriel Thiennot et Albert Niceron, un domestique agricole.

Le procès débute, après audition des huit hommes en question. Ils sont inculpés — car ils ont avoué —, Mis et Thiennot de meurtre, les six autres pour non-assistance à personnes en danger. Cela se passe dans les premiers jours de janvier 1947 devant la Cour d'Assises de Châteauroux. Quant aux « complices », l'affaire viendra en octobre 1947 devant le Tribunal correctionnel du Blanc.

Me Maurice Garçon, de Paris, défend les intérêts de la veuve. C'est un des plus célèbres avocats de l'époque. Il est assisté du bâtonnier local, Me Patureau-Mirand. Le banc de la défense est tenu par Me Anne-Marie Ferrière, Me Benga du barreau de Châteauroux et Me Charlet de Limoges.

Coup de théâtre, le 24 janvier : « la Nouvelle République » écrit : « Tous les inculpés sans exception nient avoir participé à l'assassinat du garde-chasse Boistard.



Gabriel Thiennot aujourd'hui. (Photo « les Nouvelles littéraires »).



Me Maurice Garçon.



Keystone

Me André Le Troquer.

« Ils prétendent avoir été amenés à faire les déclarations que l'on connaît sous pression des policiers qui procédèrent aux premières investigations. Ces derniers nient les avoir frappés. »

Après de telles révélations, les langues se délient et de multiples témoins voisins de la mairie et de la gendarmerie affirment avoir entendu des cris. Un seul témoin, Niceron, ne reviendra pas sur ses déclarations. Il jouira tout de suite d'un régime de faveur. Les gendarmes paraissent avoir été poussés à leurs investigations brutales par une conviction simpliste, mais aussi par la promesse d'une prime importante de cent mille francs que Lebaudy leur versa bien avant que le verdict fût connu.

Lors du procès en correctionnelle, un autre ténor du barreau parisien, après avoir suivi les Assises, Me Le Troquer, avocat, mais aussi président de la Chambre des députés, prend la défense des six accusés, ce qui est exceptionnel devant une telle juridiction. C'est lui qui arrivera à faire casser le jugement de Châteauroux. Le deuxième procès eut lieu à Poitiers, où eut lieu le duel Maurice Garçon-Le Troquer.

Un moment particulièrement émouvant. Lorsqu'on posa à Mis et Thiennot, avant la délibération du jury, la question rituelle : « Qu'avez-vous à ajouter pour votre défense ? » Raymond Mis déclara d'une voix brisée : « Je jure devant Dieu et sur la tête de maman que je suis innocent. » Quant à Gabriel Thiennot, debout, blême, il dit : « Je jure sur la tête de ma mère et sur celle de mon frère fusillé par les Allemands que je suis innocent. » Le tribunal de Châteauroux avait condamné Mis et Thiennot à quinze ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour ; les parents des accusés devaient verser à la femme de la victime cent cinquante mille francs. Poitiers porte les travaux forcés à vingt ans, et les dédommagements à cinq cent mille francs.

Me Le Troquer réussit à faire casser une seconde fois le jugement, ce qui ne s'est jamais produit. A Bordeaux les jurés reviennent à peu près aux décisions de Châteauroux : quinze ans de travaux forcés, dix ans d'interdiction de séjour et remboursement envers l'Etat des frais du procès.

Or, peu de temps après, le 28 juillet 1952, alors que depuis un an Mis et Thiennot purgeaient leur peine à la Centrale de Toul, où ils avaient été transférés, une bombe éclate : le journal « la Marseillaise » publie le fac-similé d'une déclaration du principal témoin à charge, Albert Niceron : « Je soussigné, Niceron, Albert ... déclare sans contrainte que la deuxième déposition que j'ai faite devant les policiers de Mésières-en-Brenne, ainsi que les dépositions verbales que j'ai faites devant la Cour d'Assises de Châteauroux, Poitiers, Bordeaux, ainsi que devant les tribunaux correctionnels sont fausses. L'expression de la vérité est qu'à aucun moment nous n'avons, mes camarades de chasse et moi, rien vu sur le crime du garde Boistard. Mes déclarations mensongères ont été dictées par M. Béthune, régisseur de M. Lebaudy, et les policiers enquêteurs de l'époque. C'est pour libérer ma conscience que je fais cette déclaration. »

Un excellent roman policier

Cette lettre sur papier timbré porte une signature légalisée par le maire du Blanc.

Finalement, Mis et Thiennot ne purgeront que la moitié de leur peine et pourront résider dans leur région, l'interdiction de séjour ayant été levée. Mesures quelque peu inattendues si vraiment on avait eu affaire aux meurtriers d'un malheureux garde.

Depuis, ils clament leur innocence. Ce n'est pas une grâce qu'ils demandent, mais la restitution de leur honneur perdu. Peu importe que le temps ait passé, que l'affaire soit très ancienne. Il faut que tous les hommes de bonne volonté se mobilisent pour aider toute une région. Il faut lire ce livre (1), écrit par un instituteur, publié par un courageux éditeur régional, Jean Huguet. Ce serait un excellent roman policier, s'il ne s'agissait d'une histoire aussi dramatique. Oui, il faut lire ce livre afin d'aider avec toute l'efficacité désirable à la réhabilitation de braves gens dont le tort, pour l'un, fut d'être très pauvre, et pour l'autre, d'être étranger. ●

(1) « Ils sont innocents » par Léandre Boizeau, éditions Le Clercle d'Or, Jean Huguet, Les Sables-d'Olonne. Chaix-Diffusion Paris.

Automobiles: la Formule I sort de la chicane

L'affrontement entre petits et grands constructeurs connaît une trêve. A l'occasion du Grand Prix de France de Formule I, Guy Ligier explique à "l'Unité" que c'est l'industrie automobile qui en sort gagnante

PAR JEAN-LOUP REVERIER
ET JEAN-PAUL LIEGOIS

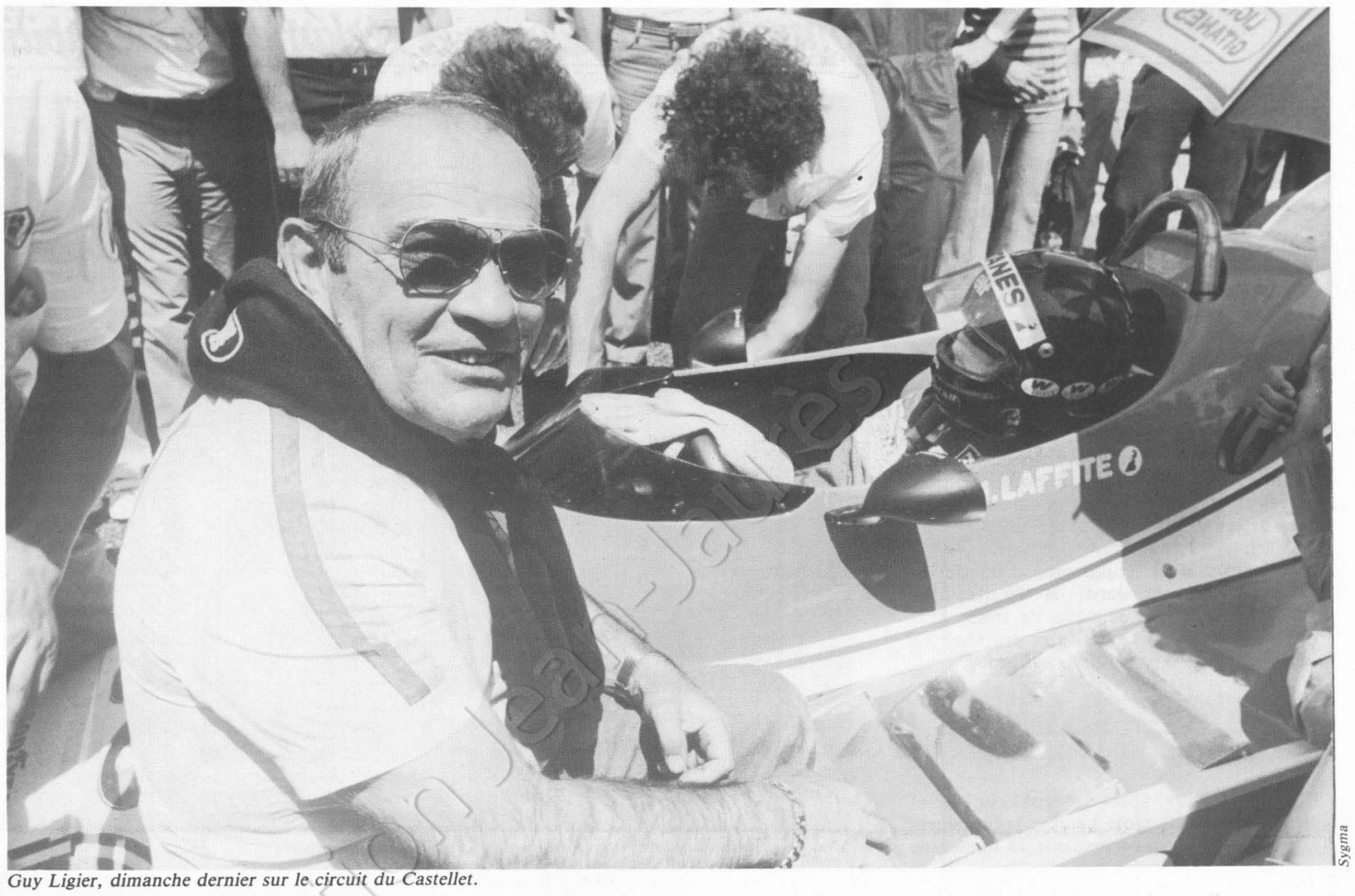
L'INDUSTRIE automobile française, qui affichait jusqu'ici une santé presque insolente face à ses concurrentes, notamment d'outre-Atlantique, donne à son tour des signes d'essoufflement. Alors que Peugeot va mettre cet été les ouvriers des usines de Sochaux et Mulhouse en chômage technique pendant sept jours, la C.g.t. s'inquiète vivement de voir Citroën envisager dix mille licenciements. Projet que dément bien entendu le constructeur du quai de Javel.

L'intérêt des Français pour l'automobile n'est pas en cause pour autant. Bien au contraire, serait-on tenté de dire devant l'affluence record au circuit du Castelet, dimanche dernier, pour le Grand Prix de France de Formule 1. Le soleil, il est vrai, fut de la partie. La présence de sept pilotes français sur les vingt-quatre alignés au départ, comme celle de quatre voitures françaises (les Ligier et les Renault), auxquelles on prêtait les meilleures chances de l'emporter, contribuèrent également à ce succès. Il suffit pour s'en rendre compte d'observer la visible déception de leurs supporters un tantinet chauvins après la brillante victoire d'Alan Jones, sur Saudia-Williams-Leylan, devant Didier Pironi et Jacques Laffite, pilotant tous deux des Ligier-Gitanes.

Le sport automobile, notamment à travers le championnat du monde F 1, n'a donc rien perdu de son pouvoir d'attraction. Comme l'indiquent les noms des voitures cités ci-dessus, le goût du public pour les bolides n'a pas laissé les grandes firmes commerciales indifférentes. Certaines d'entre elles ont entrepris depuis quelques années d'apporter une aide financière aux écuries de compétition transformées par voie de conséquence en supports publicitaires. On estime à quelque neuf cents millions de francs les fonds investis chaque année par ces « sponsors » dans la F 1.

Une telle manne n'a pas manqué de susciter des appétits. Ils ont vite fait place à des conflits pour aboutir à la crise grave qui a éclaté le 1er juin dernier à l'occasion du Grand prix d'Espagne, sur le circuit de Jarama. Ce jour-là, les voitures des grands constructeurs (Renault, Alfa-Roméo, et Ferrari-Fiat) ont refusé de prendre le départ et la course, qui s'est tout de même déroulée sans eux, n'est pas prise en compte pour le championnat. Que s'était-il passé ?

Les automobiles-clubs du monde entier sont regroupés dans une fédération, la Fia (Fédération internationale de l'automobile), qui n'a pas toujours su se montrer à la hauteur de sa tâche en matière d'organisation et de réglementation des compétitions. Dans l'automobile comme en physique, le vide n'existe pas. Aussi Bernie Ecclestone, homme d'affaires britannique devenu propriétaire de l'écurie Brabham en 1972, créa-t-il la F.o.c.a. (« Formula One Constructors Association ») en 1973. A la tête de la Foca, Ecclestone sut stimuler les championnats de F 1 et en faire ce qu'ils sont devenus aujourd'hui. Son rôle croissant finit par inquiéter la Fia qui réagit par la création, en 1978, de la Fisa (Fédération internationale du sport automobile), présidée par le Français Jean-Pierre Balestre. Très vite, les rapports entre Balestre et Ecclestone se sont détériorés. Par-delà l'affrontement de deux fortes personnalités, un problème de légitimité et de répartition des rôles s'est trouvé posé. A Ecclestone il fut reproché de s'enrichir sur le dos de la compétition. Les plus sévères de ses détracteurs allèrent même jusqu'à lui reprocher de vouloir faire du championnat de F 1 une sorte d'« Holiday on ice » de la compétition automobile. A l'inverse, les membres de la Foca s'inquiétèrent de voir la réglementation imposée par la Fisa évoluer si vite et si fréquemment qu'elle les défavorisait face aux grands constructeurs.



Sygma

Guy Ligier, dimanche dernier sur le circuit du Castellet.

Après la trêve qui permit au Grand Prix de France de se dérouler normalement, les constructeurs (grands et petits), la Fisa et les « sponsors » se sont retrouvés lundi dernier pour tenter de dénouer la crise. Rien n'était joué d'avance et le communiqué publié le 30 juin n'a pas manqué de rassurer les amateurs de compétition. « Toutes les conditions, dit-il notamment, sont maintenant réunies pour que le championnat de F 1 se déroule dorénavant sans problème. » Est-ce aussi l'avis de Guy Ligier, l'un des principaux intéressés ?

« L'UNITE » : Il y a quinze jours, on se demandait si les courses automobiles de Formule 1 n'allaient pas disparaître. Aujourd'hui, le conflit entre la Fisa et la Foca semble s'atténuer. Les Grands Prix ont-ils vraiment failli mourir ? Doit-on craindre de nouveaux orages ?

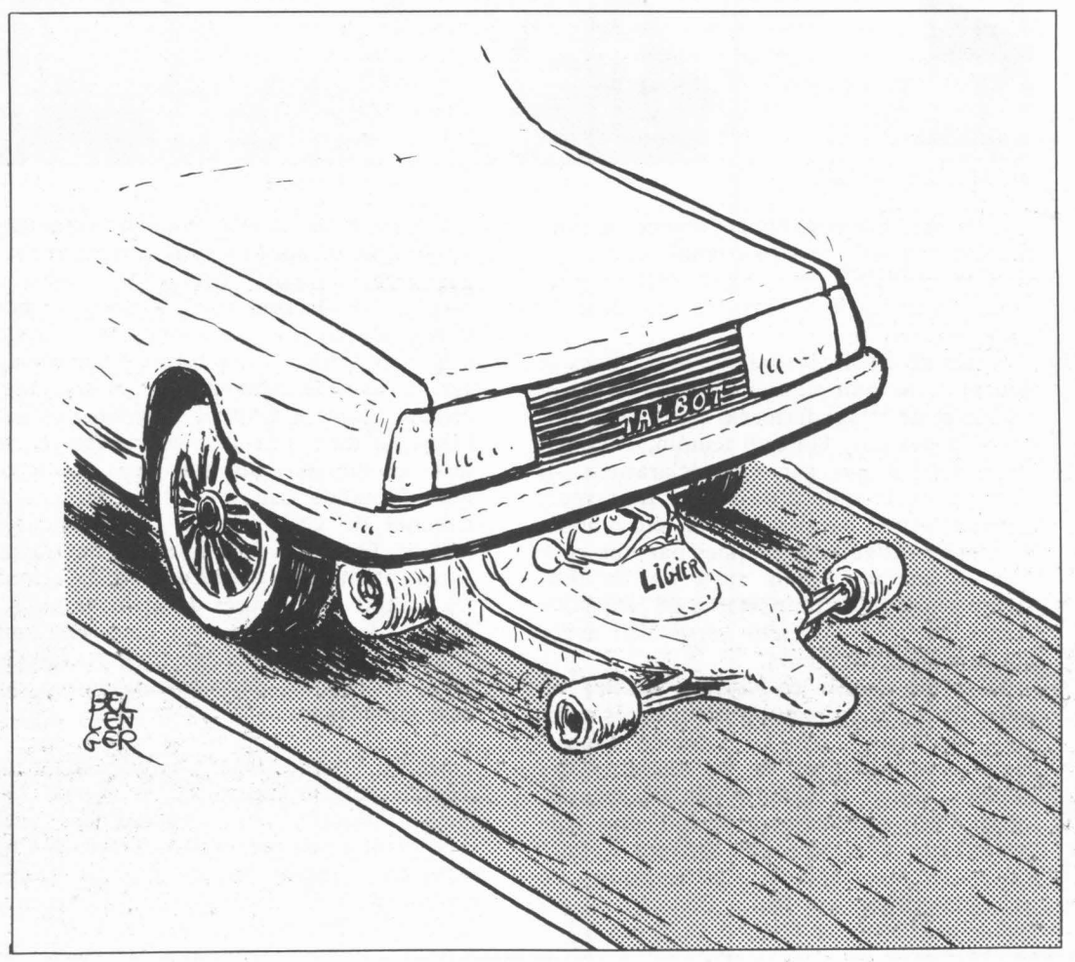
GUY LIGIER : Moi, ce qui m'intéresse d'abord, c'est faire de bonnes voitures, de les confier à de bons pilotes et de former avec le tout une bonne équipe, la meilleure si possible. Mais puisqu'il y a eu un conflit, parlons-en...

Qui a fait la Formule 1 ? Je suis né avec elle, je peux en parler. Depuis le moment où j'ai débuté moi-même au volant d'une F 1 3 litres, en 1966, j'ai suivi pas à pas l'aventure de la Formule 1. J'ai vu : ce sont les petits constructeurs qui ont tout fait, les Brabham, les Lotus, les Tyrell, les Fittipaledi, les Ferrari et... les Ligier. Or, voilà soudain que cette Formule 1 se met à intéresser beaucoup de monde. On les comprend, ces gens : les Grands Prix sont devenus le lieu idéal pour faire passer le message publicitaire d'une marque. Pensez donc ! Chaque Grand Prix est retransmis en mondiovision par trente-trois chaînes de télévision et huit cents journalistes couvrent l'événement. On peut dire qu'une course de Formule 1 est devenue le média le plus important et le plus efficace qui soit. Reste que les gens qui voudraient s'emparer du gâteau ont tendance à oublier ce qu'ils doivent au petit groupe de départ : aux petits constructeurs.

Tout se passe comme si on voulait transformer la Formule 1 sans consulter ceux qui l'ont lancée, comme si les gens d'argent et les autorités sportives voulaient agir sans consulter les petits constructeurs. Plus que l'aspect financier, ce sont les questions de règlements qui ont fait éclater le problème. Ces derniers temps, les règlements changeaient tellement vite que les petits constructeurs étaient obligés de dessiner et de construire une nouvelle voiture tous les six mois, sans avoir réellement le temps ni les moyens de pousser les recherches nécessaires. Et quand la Fisa a prétendu retirer de la compétition les « jupes » de nos voitures et donc l'effet de sol, les petits constructeurs se sont sentis condamnés : cela revenait à offrir toutes les victoires aux modèles à moteur turbo, puisqu'ils développent cinq cent cinquante chevaux contre quatre cent quatre-vingt à nos moteurs atmosphériques. D'un autre côté, le règlement prévoyait que le turbo allait être retiré dans deux ans, ce qui allait à ce moment-là pénaliser les grands constructeurs. Tout cela était absurde. Il était nécessaire de tout rediscuter. La Foca a donc provoqué la discussion. Et j'étais d'accord pour que cela se fasse.

— Il semble bien pourtant que les adhérents de la Foca aient changé de point de vue. Bernie Ecclestone va prochainement équiper ses Brabham d'un moteur turbo B.m.w. Et vous, après l'accord que vous venez de passer avec Talbot, vous disposerez d'un moteur turbo Matra dans dix-huit mois ou deux ans. Alors ?

— C'est sur la piste que les voitures doivent se mesurer, pas sur le tapis vert. Encore faut-il que les règlements le permettent ! Ce qui n'allait pas être le cas. On nous privait de l'effet de sol. On laissait aux grands constructeurs l'avantage du turbo. Et nous nous trouvions dans l'impossibilité technique et financière de les rattraper avant plusieurs saisons. Les grands allaient donc avoir l'avantage jusqu'en 1982, jusqu'à la suppression du turbo. Entre-temps, nous risquions tout



Sport : un domaine privilégié de l'émancipation des travailleurs

Promouvoir une organisation des activités physiques et sportives où la motivation des athlètes ne serait plus le fric, la médaille, ou le drapeau mais l'épanouissement de soi-même dans une activité librement consentie, tel est l'objectif du P.s. en matière de politique sportive

PAR JEAN GLAVANY

LE groupe parlementaire socialiste vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une « proposition de loi relative au développement démocratique des activités physiques et sportives », après que ce point ait été porté récemment à l'ordre du jour du comité directeur et du bureau exécutif.

Ainsi prend fin un long et sérieux travail de réflexion sur la politique sportive du Parti socialiste auquel ont pris part plus de deux cents militants de près de soixante-dix fédérations dans la commission d'étude « sports-loisirs » du Parti socialiste. Ainsi prend fin également une vaste consultation par notre Parti de l'ensemble des associations, fédérations et syndicats touchant de près ou de loin le domaine des activités physiques et sportives : enseignants en éducation physique et sportive, cadres techniques et animateurs du mouvement sportif, associations de jeunesse et d'éducation populaire, fédérations sportives, sportifs eux-mêmes, offices municipaux des sports, médecins du sport, etc. Cette liste, longue et incomplète, montre bien que nous avons d'abord et avant tout voulu être « à l'écoute des besoins » en ce domaine, avant de prendre nos responsabilités, en tant qu'organisation politique, au travers d'un texte qui se veut à la fois une analyse complète de la situation des activités physiques et sportives et un ensemble global et cohérent de propositions concrètes.

Le débat qui s'est instauré, ces derniers mois, dans le monde entier — et l'ensemble des médias — sur le problème du boycott des jeux Olympiques qui se tiendront à Moscou dans trois semaines a éveillé la conscience de nombre de nos concitoyens sur l'existence de rapports entre le sport et la politique.

Mais au fait, ces rapports existent-ils ? Car il nous faut bien entendre les propos de ceux que l'on peut appeler les « apolitiques du sport » et qui nous mettent en garde sur le ton le plus solennel : « Ne mélangez pas sport et politique ! »,... puis plus loin, ou en deuxième plan : « Laissez au sport sa pureté... »

Comme il nous semble, à nous socialistes, qu'il faut résister à cette formidable pression idéologique qui tend à la dépolitisation, en réaffirmant non seulement les vertus originelles de la politique mais aussi les formes originales que nous entendons lui donner afin qu'elle soit vraiment l'affaire de tous et non plus d'une minorité, eh bien nous appliquons ce raisonnement au sport comme aux autres domaines.

Car enfin, à partir du moment où le sport est doté d'un ministère, et d'un ministre qui, bien entendu ne fait pas de politique, d'un budget qui, avec 0,63 % du budget de l'Etat a été réduit progressivement à une peau de chagrin, et même d'une loi, la fameuse loi N° 75.988 du 29 octobre 1975 dite « loi-Mazeaud » qui, selon nous, a porté de rudes coups aux valeurs éducatives et culturelles du sport dans notre pays, comment croire à l'absence de liens entre le sport et la politique ? Ces liens deviennent plus apparents encore lorsque le sport revêt certains aspects détestables qui ont noms chauvinisme, nationalisme, productivisme, violence, etc.

Mais autant il est important de dénoncer cet apolitisme du sport dont il était question plus haut, parce qu'il véhicule une politique bien précise, autant nous ne pouvons accepter que les rapports du sport et de la politique soient confinés à une certaine logique véhiculée par ces déviations du sport : certains voudraient nous faire croire que la pratique du sport est obligatoirement liée à l'élitisme et la recherche du corps ou de la compromission par l'argent. Et, admettant cette logique, ceux-là ne voient pas d'autre issue que la lutte contre le sport, domaine d'aliénation et d'abrutissement, un des théâtres de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il nous semble qu'une telle analyse confond hâtivement la cause et les effets. Qu'on nous entende bien : nous sommes particulièrement conscients des déviations actuelles du sport dans notre pays — comme dans bien d'autres — et nous faisons reproche au gouvernement de la droite de ne rien entreprendre de sérieux pour lutter contre ces errements. Mais la réflexion politique aidant, nous voyons bien que s'il ne le fait pas, c'est qu'il n'y a pas intérêt. Car il nous semble, à nous, que la meilleure thérapeutique en ce domaine serait de promouvoir une organisation des activités physiques et sportives où la motivation des sportifs ne serait plus le fric, la médaille, l'hymne, le drapeau ou quelque idéologie que ce soit, mais l'épanouissement de soi-même dans une activité librement choisie et par un niveau d'efforts librement consenti.

Bref, nous ne considérons pas que le sport soit vicié par essence ; nous pensons au contraire qu'en réaffirmant ses valeurs éducatives et culturelles (quelle culture réactionnaire que celle qui place le corps au-dessous de l'esprit !) on peut et on doit faire des activités physiques et sportives un domaine privilégié de l'émancipation des travailleurs.

Voilà tout ce qu'essaye de faire la proposition de loi socialiste. Liée étroitement au plan socialiste pour l'éducation d'une part, à nos propositions pour la vie associative et la décentralisation d'autre part, elle définit la politique sportive du Parti socialiste à partir de l'affirmation suivante : il n'y aura pas de développement des activités physiques et sportives dans notre pays que si l'éducation physique et sportive devient une dimension essentielle de l'éducation et si l'on rend au mouvement sportif associatif les moyens de son indépendance. Bref, si l'on fait à peu près le contraire de ce que fait Jean-Pierre Soisson... ●

N.B. : La commission « Sports-Loisirs » du P.s. organise un week-end de réflexion et de travail sur la politique sportive les 6 et 7 septembre dans les Pyrénées-Atlantique. S'inscrire 7 bis, place du Palais-Bourbon - 75007 Paris.



simplement de disparaître. Pourquoi ? Parce que des voitures qui ne se classent pas, qui ne gagnent jamais, n'intéressent pas les sponsors. Et comme ce sont les sponsors (Essex, Marlboro, Gitanes, etc.) qui font vivre les petits constructeurs, nous allions nous retrouver sans ressource ! Les sponsors ne sont pas des mécènes. Ils jouent gagnant. C'est leur loi, il nous faut faire avec.

C'est pourquoi je suis d'accord avec Ecclestone, avec les propositions que la Foca a faites à la Fisa. Nous souhaitons que le turbo soit conservé encore cinq ans et les « jupes » aussi. De cette façon, toutes les équipes partiront avec les mêmes chances. Nous espérons qu'à l'avenir les règlements seront établis pour de longues durées.

— Les Grands Prix ne vont-ils pas y perdre de l'intérêt ? Ne va-t-on pas vers des courses où toutes les voitures en compétition seront identiques ?

— Chacun peut constater, pendant une course, que deux voitures qui ont les mêmes caractéristiques au départ, le même moteur, les mêmes atouts techniques ne tournent pas obligatoirement à la même vitesse : l'une prend souvent trois secondes d'avance sur l'autre à chaque tour. Ce qui fait la différence, c'est la main de l'homme. Je veux dire : l'ingéniosité des ingénieurs, l'astuce des mécaniciens, le talent des pilotes. Il ne suffit pas de disposer d'une technique, il faut savoir la rendre efficace. L'équipe qui gagne est celle qui rend une technique efficace. C'est cela, le vrai sport. Et je ne crois pas qu'il engendre la monotonie.

— L'écurie Ligier sera-t-elle plus efficace après l'accord qu'elle vient de passer avec Talbot ?

— L'accord a d'abord un avantage : dès la prochaine saison, je n'aurai plus de fins de mois difficiles. Sans soucis financiers, je devrais effectivement être plus efficace. Si je ne suis pas champion du monde dans ces conditions, je n'aurai à m'en prendre qu'à moi-même !

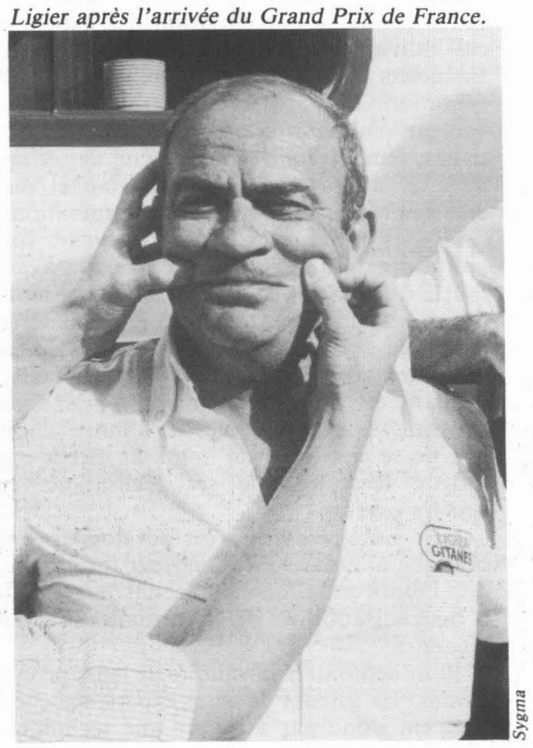
— Mais le nom de Ligier va passer à la trappe dans l'opération...

— Pas du tout. L'accord prévoit que les voitures s'appelleront Talbot-Ligier-Gitanes. Je ne me suis pas battu pendant dix ans pour voir disparaître mon nom.

— Mais sera-ce encore l'aventure Ligier ? N'avez-vous pas, en signant avec Talbot, changé de camp ? N'avez-vous pas quitté celui des petits constructeurs pour rejoindre celui des grands ?

— Non. En secret et sans vouloir l'avouer publiquement, tous les petits constructeurs cherchent en ce moment à signer des accords avec les grands. Regardez les voitures de Frank Williams : la place réservée à son sponsor saoudien bourré de pétrodollars diminue ; dans le même temps, le nom du constructeur anglais Leyland grossit. Et Bernie Ecclestone est en train de traiter avec B.m.w. C'est l'intérêt des petits constructeurs de choisir cette solution : ils y gagneront une stabilité financière que les sponsors ne leur ont jamais garantie. C'est aussi l'intérêt des grandes firmes : la Formule 1 va leur assurer un prestige dont elles commencent à avoir besoin alors que les voitures de tourisme vendent déjà moins bien... C'est d'ailleurs une solution économique pour elles : elles héritent d'équipes opérationnelles, formées et compétentes. Toute l'industrie automobile va y trouver son compte. Je l'avais dit aux dirigeants de Citroën il y a plusieurs années. Ils y viennent enfin.

Ligier après l'arrivée du Grand Prix de France.



Sygma

— Les petits constructeurs ne vont-ils pas être dévorés dans l'affaire ?

— Pas dans mon cas. Désormais, je suis le délégué Formule 1 du groupe P.s.a. Et je garde mon équipe, mes gens, mon atelier. Avec une garantie d'au moins dix ans. En quoi suis-je dévoré ? Simplement, la Formule 1 est en train de revenir sur les sentiers de l'industrie automobile. Pourquoi s'en plaindre ?

— Est-ce que cela veut dire que le système actuel de sponsorisation est condamné ?

— Dans mon cas, non. Gitanes va continuer à soutenir Ligier. C'est un cas particulier : la S.e.i.t.a. est une entreprise nationale et la Formule 1 reste un excellent support pour elle. Mais la sponsorisation du privé risque de disparaître à terme si le rapprochement entre petits et grands constructeurs s'accélère. Les sponsors vont chercher d'autres débouchés.

— La compétition de Formule 1 a-t-elle encore de belles années devant elle ?

— Oui, parce que personne n'a intérêt à la laisser mourir. Ni les autorités sportives, ni les écuries de compétition, ni, surtout, les grandes firmes automobiles. ●

III. Pyrénées-Orientales : ceux qui se battent pour les moulins à vent

A Corbière-les-Cabanes, une poignée de Don Quichotte s'escriment à faire tourner leurs éoliennes dans l'indifférence quasi générale

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

de notre envoyée spéciale

DANS une puissante odeur de genêts, un chemin cahotique grimpe sur la colline de Montou. Là-haut, une vue splendide : le Canigou, la mer au loin, la vallée ouverte et un vent à décorner les bœufs... Ici, sur le territoire de Corbière-les-Cabanes, à une vingtaine de kilomètres de Perpignan, tournent des éoliennes et, depuis plus d'un an, se poursuit une expérience écologique unique en France.

Elle est encore mal connue car ses promoteurs ont un slogan, « faire d'abord, parler ensuite ». L'Institut de développement des ressources renouvelables, en collaboration étroite avec la commune, bricole à Montou, avec les moyens du bord — maigres comme il se doit — mais, petit à petit, réussit à amasser une expérience pratique exceptionnelle. Qui laisse des traces bien visibles sur le terrain : deux grandes éoliennes, d'autres, petites, pour la démonstration et les essais, un poulailler à l'abri d'un dôme géodésique grillagé qui a servi de lieu d'exposition sur des foires, un potager biologique où les tomates ont du mal à résister aux assauts du vent, un bac où prolifèrent des jacinthes d'eau, cette étonnante plante flottante venue de Malaisie qui a le pouvoir de se nourrir de pollution et de régénérer l'eau, un atelier et une maison solaire, deux miracles d'invention et de récupération.

Moustachu et bronzé, Jacques vit là avec deux chiens. La trentaine, sociologue au chômage, Jacques est un des pionniers du groupe. Il a construit lui-même la maison solaire : le dôme est rehaussé par des bidons pleins de terre qui servent d'isolant ; au sud, des vitres laissent passer le soleil en hiver et créent un effet de serre en tapant sur la dalle de béton ; à l'intérieur, le dôme est tapissé de planches de bois récupérées ; à l'extérieur, le drap plastifié s'est déchiré et Jacques va refaire la couverture avec des plaques offset données par le journal de Perpignan, « l'Indépendant » ; au centre, une cheminée fabriquée avec un copain — un ancien psychologue — récupère l'air froid et le réchauffe dans les tuyaux qui constituent la grille de l'âtre. « Avec moins 5° dehors mais s'il y a du soleil, il fait 30° à l'intérieur à midi et 12° le matin au réveil », explique Jacques. L'ensemble lui est revenu à 2 500 F, « y compris le verre qui coûte très cher ».

L'Institut est né d'un petit groupe, une communauté créée dans les années soixante-dix près de Nîmes. « Nous avions déjà un projet de village « écolo » mais les problèmes fonciers ont rendu le passage à la pratique difficile. « Le hasard, un copain conseiller municipal ici, leur a permis de s'installer à Corbère-les-Cabanes. La commune cherchait en effet un projet alternatif à l'énergie nucléaire, sensibilisée aux problèmes d'environnement après un incendie qui a ravagé en 1976 dix-sept mille hectares. L'année suivante, Minatome déposait un permis d'exploitation d'uranium contre lequel les élus se sont tout de suite élevés. « Notre proposition leur offrait une possibilité de refus positif », raconte Jacques.

La philosophie de l'Institut est simple : mettre en place les structures d'un quotidien sans nucléaire tout en refusant la mystique floue de nombreux écologistes français : « Nous estimons indispensable de vérifier si notre vision d'une société décentralisée, stable, reposant sur l'autonomie d'individus et de groupes humains librement associés, utilisant des énergies renouvelables, est réaliste. »

Ni naïfs ni militants chevronnés, les membres de l'Institut viennent de tous les horizons : une centaine de personnes ; intellectuels et manuels, architectes et femmes de ménage, paysans et ouvriers. Leur désir : promouvoir une alternative écologique et sociale, « alors que les constructeurs de capteurs solaires ou d'éoliennes n'en représentent pas nécessairement une », dit en souriant Jacques. Leur souci : éviter la récupération par le pouvoir central d'un mouvement dont on compte les voix ; pour cela, ils ont choisi de s'enraciner dans une région.



Une éolienne de Corbière-les-Cabanes.



Frédérique de Gravelaine avec Jacques, le maître-d'œuvre.



Pascal Lebrun

Pour les mêmes raisons, ils tentent de lutter contre la parcellisation des expériences individuelles, qui manquent de moyens financiers et parfois de possibilités de généralisation. Les projets sur lesquels ils travaillent veulent intéresser surtout les collectivités, leur démontrer l'efficacité de techniques et de procédés qui font appel aux énergies renouvelables et à la récupération.

« Nous débattons aussi de nouvelles formes d'organisation sociale, cherchant avant tout à utiliser un réseau de copains, à monter un réseau de compétences et de matériel très large », explique Jacques. Ce système a ses avantages ; il a aussi ses inconvénients : condamnés par le Pouvoir à la marginalité, l'Institut n'a pas vraiment d'autre choix que de se contenter de bouts de ficelle ; le sérieux technique de ses réalisations en souffre parfois.

« Et nous essayons de développer une pratique alternative à l'intérieur du groupe, par l'autoformation de chacun, le refus de la parcellisation et de la sexualisation des tâches. »

Pour démontrer la validité de leurs propositions, les acteurs de cette expérience commencent donc par acquérir une technique. Plantées sur la colline, les deux éoliennes en sont la preuve. Montée sur un fût métallique qui servira de château d'eau, la première est une rapide, du type Darrieus. Inventée en France en 1920, elle a été récupérée par les Etats-Unis où la Nasa en construit une de vingt mètres de diamètre...

Deux pales fixées sur un axe vertical de trois mètres de long, un socle, un lanceur — lourde pièce métallique qui fait démarrer l'éolienne au vent ; seule, elle resterait fixe — un frein récupéré sur une voiture ordinaire, deux dynamos de 12 et 24 volts entraînées par des courroies, des haubans au sommet pour maintenir l'ensemble dans un icosaèdre (polyèdre à vingt faces)... Le tout atteint trois mille tours par minute, résiste à des vents de cent vingt kilomètres à l'heure — ici le vent souffle couramment à quatre-vingt-dix kilomètres à l'heure — et produit entre 300 watts par vent faible et 2,5 kilowatts par vent fort.

Tout a été bricolé

Pour la monter, le groupe s'est servi de documents. « L'un d'entre nous, un ancien ingénieur métallurgiste devenu forgeron, avait un violent désir d'en fabriquer une », explique Jacques. Tout a été bricolé, sauf les pales, d'une technologie assez sophistiquée, qui ont été usinées par des artisans de la région. Il y a bien sûr eu des problèmes, des erreurs, par exemple pour les roulements qu'il a fallu changer récemment. L'ensemble a coûté 14 000 F en matériel, sans compter le temps passé. L'éolienne est maintenant au point. « Quelqu'un d'assez bricoleur pourrait la monter en une semaine », estime Jacques.

La seconde a également l'avantage de ne pas dépendre de l'orientation du vent. Mise au point sur le modèle de la roue à aube, cette panèmone en forme de cage d'écureuil géante — six pales d'un mètre quatre-vingt de haut fixées sur deux disques de tôle — est unique dans le monde. Son inventeur : un vieil universitaire de Montpellier. Ce modèle est très lent, avec trois cents tours par minute au maximum, il n'est donc pas intéressant pour faire tourner un générateur mais il peut activer un moteur. Le groupe lui a attaché un moteur de 2 CV banal dont seulement les segments ont été modifiés, remplacés par des joints de caoutchouc et de cuir car il fonctionne sans huile : « Sa fonction est de remonter le trop-plein d'eau, emmagasiné dans le réservoir de l'autre éolienne, au sommet de la colline et nous avons voulu éviter que l'eau soit mêlée à de l'huile », explique Jacques.

L'Institut a d'autres activités, tout aussi importantes : pour diffuser l'information sur les énergies renouvelables, il a publié (aux Editions Parallèles et Alternatives) un catalogue des outils solaires et il a monté une documentation ouverte à tous où sont conservés des centaines de livres et de documents. Par manque de moyens, il n'a pas encore pû acheter de photocopieuse, il est donc nécessaire de consulter sur place.

Enfin, l'Institut est un organisme conseiller « en bio-développement régional ».

Conseiller auprès de la commune mais aussi de tout organisme qui lui commande des études. Ainsi, il a travaillé sur un bilan énergétique du département. Cette étude, commandée par la D.g.r.s.t., recense le potentiel des Pyrénées-Orientales en matière de biomasse. Où il apparaît que 19 210 tonnes d'équivalent pétrole pourraient chaque année être produites dans le département en fabriquant du méthane à partir des sarments de vigne, des vergers et des fanes de tomates, des sous-produits de la forêt et de la garrigue... « Encore nos estimations sont-elles très basses », estime Jacques.

Pour la commune, l'Institut a déjà fait de nombreuses études, gratuites celles-là, en échange du local et du terrain de Montou que la municipalité met à sa disposition. Par exemple, un projet pour l'éclairage public et l'électricité consommée par la commune qui pourrait être produite par des éoliennes. Pour l'instant, la mairie a limité son ambition à un réglage de l'éclairage public par des cellules photo-électriques qui réduisent la consommation d'énergie dès que la luminosité augmente. Depuis un an, la municipalité estime avoir fait une économie de 50 %.

Autre projet, le chauffage de l'école. Une première étude avait essayé d'intégrer un chauffage solaire mais a reculé devant les difficultés techniques : il aurait fallu carrément reconstruire le bâtiment. C'est une chaudière récupérant la sciure de bois donnée par une entreprise de Perpignan qui a finalement été choisie. Pour son lotissement, la commune a également fait appel aux conseils de l'Institut qui l'a mise en relation avec un groupe d'architectes et de techniciens. Les parcelles ont été organisées de telle façon — à l'abri du vent, exposées au Sud — que la consommation énergétique des maisons sera très basse. Restera aux propriétaires la décision de construire des maisons solaires, de s'entendre pour un captage collectif de l'eau par éolienne ou pour le chauffage de l'eau par capteurs.

Tout n'est pas rose à Corbière-les-Cabanes : tout le monde y a bien le sentiment d'aller à contre-courant. Exemple, l'échec du projet présenté par l'Institut pour composter les ordures au lieu d'acheter des fours pour les incinérer. Le S.i.v.o.m. du canton a préféré la solution la plus classique et pourtant la plus mauvaise, à la fois techniquement, financièrement et écologiquement. Sous le prétexte qu'il s'était déjà engagé auprès des constructeurs de fours. Et tout en reconnaissant, mais trop tard, son erreur...

Surtout, c'est de manque de moyens dont souffre l'expérience. Le conseil général a refusé d'accorder les subventions demandées : 150 000 F pour faire avancer les essais sur la colline de Montou et pour développer le centre de documentation. « Au moment du partage des maigres ressources départementales, notre projet passe derrière les autres », constate avec amertume l'adjointe du maire, Paulette Dumont, une des socialistes de cette municipalité d'union de la gauche.

L'Institut vit donc avec un budget ridicule : 100 000 F grâce aux cotisations de centaines de membres et aux études qu'il se fait commander. « Mais nous n'avons rien pour voir venir, nous ne pouvons raisonnablement lancer aucun projet. » La commune, avec son budget de 400 000 F dont la moitié paye les employés municipaux, n'a aucun moyen de financer ses ambitions. Et l'Institut doit encore souffrir de certains blocages visiblement politiques : la préfecture a mis son véto lorsqu'il a demandé à bénéficier de deux emplois d'utilité collective — payés au S.m.i.c. par le ministère, les charges sociales restant à l'association —et il n'a finalement pu en obtenir qu'un.

Coincés sur le plan pratique, les membres de l'Institut ont donc reporté leur activité sur le terrain de la parole... Ils ont organisé en mai des rencontres avec d'autres praticiens des énergies renouvelables, pour confronter des expériences, élaborer une stratégie. Ce petit groupe a décidé d'aider à la constitution de beaucoup d'autres petits groupes comme eux, afin qu'il en fleurisse sur le territoire des centaines. Et qu'ils se donnent un outil d'analyse, un modèle mathématique sur lequel travaille l'un des artisans du projet Alter, afin d'étudier la cohérence des propositions écologiques et leur réalisme en fonction de l'évolution de la société.

Pour trouver des sous, ils s'interrogent sur la création d'une fondation. Ils ont également lancé une étude, région par région, des potentialités nationales en matière de ressources renouvelables qu'ils comptent comparer avec les bilans énergétiques de ces régions.

Tout cela — et bien d'autre choses encore — doit être discuté à Braud et Saint-Louis dans une nouvelle rencontre où sont conviés théoriciens et expérimentateurs, du 6 au 10 août prochains. ●

Rénovation : la Goutte-d'Or va faire de l'argent

Entre les diamants et les puits de pétrole, le quartier de la Goutte-d'Or devient une valeur sûre : tous les conseillers en investissements vous le diront

PAR CHRISTINE COTTIN

POUR les habitants du XVIe, le XVIIIe arrondissement de Paris n'a pourtant pas bonne réputation. Trop d'échopes colorées, de musique orientale et de parfums épicés. Les investisseurs, eux, ne s'y trompent pas. A peine mis en vente, un immeuble, même très délabré, est instantanément racheté. Pour le moment les transformations restent extrêmement peu visibles de l'extérieur. Certes, ici et là, quelques immeubles neufs ont poussé. Mais dans l'ensemble, les nouveaux propriétaires, à peine leur acte d'achat signé, le mettent dans un tiroir et « laissent dormir ».

L'association « Culture-Loisir-Education » dite « la Clé du XVIIIe », qui s'est donné pour but de développer une animation culturelle dans l'arrondissement, commence à s'alarmer de cet état de fait : « Le nombre d'habitants de l'arrondissement, en constante progression jusqu'aux années cinquante, est revenu depuis à celui des années vingt. » En clair, le quartier est en train de se vider de sa population. Il devient cependant de plus en plus difficile d'y trouver un logement à un prix abordable bien que sept mille appartements au moins soient vides.

« On assiste à une véritable course de surplace », commente Daniel Vaillant, l'un des quatre conseillers socialistes du XVIIIe arrondissement avec Bertrand Delanoe, Lionel Jospin et Claude Estier. Les nouveaux propriétaires s'observent entre eux et attendent que les autres se décident à rénover. Car à quoi bon faire du « standing » dans un quartier encore trop dévalorisé par sa population d'origine ? Mais qu'il y ait simplement 30 % des propriétaires qui se décident et cela fera boule de neige. Tout le monde s'y mettra », assure un militant de « Boutique aménagement », une organisation qui rassemble des architectes, des urbanistes et des professionnels du logement.

Les forces militantes mobilisées

Pour les habitants du quartier, ce type de rénovation « spontanée » n'est pas sans conséquences. Dans des immeubles comme au 1, rue Léon, au 6, rue Laghouat ou au 9, rue de la Goutte-d'Or, ils commencent déjà à en percevoir les effets. A peine vendus, les hôtels meublés ou les immeubles de chambres louées à des immigrés font très rapidement l'objet d'une visite des services de sécurité de la préfecture. Laissés à l'abandon depuis des décennies, ces logements sont décrétés insalubres et dangereux. Avec mise en demeure, pour le nouveau propriétaire, d'effectuer des travaux. Ce dernier fait volontairement la sourde oreille en comptant sur l'intervention de la préfecture qui, un jour ou l'autre, finit par expulser les locataires pour des mesures de sécurité. Une bonne opération pour le maître des lieux qui peut ainsi rénover sans avoir à indemniser les occupants des lieux ni à les reloger ailleurs.

Sur le quartier, les différents animateurs, qu'ils s'occupent davantage d'alphabétisation comme à « Accueil et promotion », de logement comme à la « Boutique aménagement » ou plus globalement de la qualité de la vie, comme le Parti socialiste, ont très vite compris le danger. Dans le quadrilatère entre le boulevard Barbès, le boulevard de la Chapelle, la rue Ordener et la rue Stephenson, toutes les forces militantes se sont mobilisées sur la question, du Mrap au Secours catholique, en passant par Sans frontières et le collectif anti-expulsion.

Cette rénovation « spontanée » arrange trop de gens, disent-ils tous en substance, pour que cela ne cache rien d'autre. De fait, un électorat plus huppé ne serait pas pour déplaire à la droite. Le député U.d.f. en place, Jean-Pierre Pierre-Bloch n'est-il pas passé de justesse lors des dernières élections législatives ? Les intentions du député sont tellement claires que le journal « Sans frontières » n'hésitait pas à titrer, le 26 juin 1979 : « 1942 : Darquier de Pellepoix assainit le Marais. 1980 : Pierre-Bloch assainira-t-il Barbès ? » Diffamation, hurlait aussitôt le député qui a demandé réparation devant les tribunaux. La dix-septième chambre correctionnelle ne lui a pas réussi. Le 20 février dernier, il perdait son procès et était condamné aux dépens. Bien sûr, il a fait appel. La suite, donc, au prochain numéro.



Immeuble promis à la rénovation,



Pascal Lebrun

et rénové.

« Nous ne sommes pas opposés à une rénovation du quartier, affirme Daniel Vaillant, qui dénonce l'état des immeubles laissés à l'abandon depuis des années. Encore faut-il préciser de quelle rénovation on parle. » Laisser des intérêts privés ou même certaines sociétés privées de H.l.m. restaurer des logements de telle sorte qu'ils atteignent des loyers accessibles seulement à des couches sociales favorisées, il n'en est pas question. Les habitants du quartier doivent pouvoir y rester.

Menaces anonymes

C'est sur ce thème que se battent depuis plusieurs mois les militants de la Goutte-d'Or. Ainsi, quand l'évacuation d'un immeuble situé au début de la rue de la Goutte-d'Or n'a pu être évitée, il y a deux mois, toutes les autorités ont été harcelées pour que les locataires expulsés soient relogés sur le quartier.

Le même problème risque de se poser aux occupants du 6, rue Laghouat. Mais cette fois, les locataires attendent de pied ferme. A la moindre alerte, un dispositif de solidarité est prêt à fonctionner. Preuve que les explications des militants des différentes associations font mouche et dérangent certains : des coups de téléphone anonymes proférant des menaces ont été enregistrés chez certains militants. « Arrêtez ou vous aurez des ennuis », leur conseille-t-on.

« Des fois qu'on aurait eu des doutes sur la justesse de nos analyses, ironise l'un d'eux, il n'y a pas mieux pour nous renforcer dans notre conviction. » ●

La création étouffée

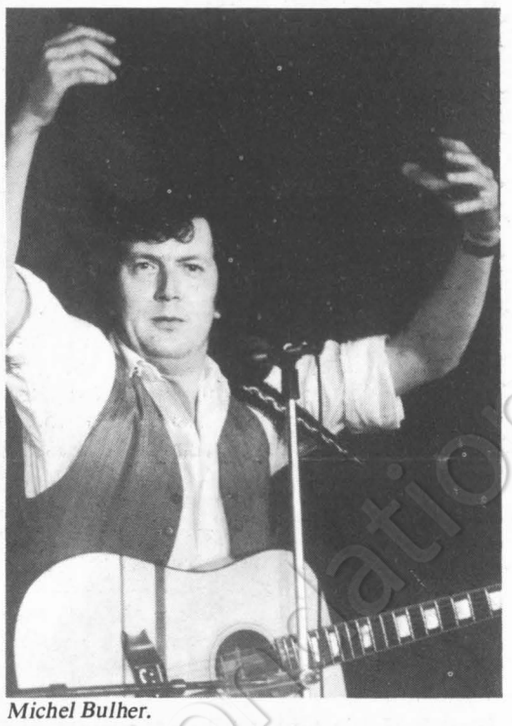
Une multinationale du disque qui tente d'absorber une petite maison indépendante et l'Etat qui coupe les vivres à un festival : deux exemples récents d'étouffement de la création par l'argent

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

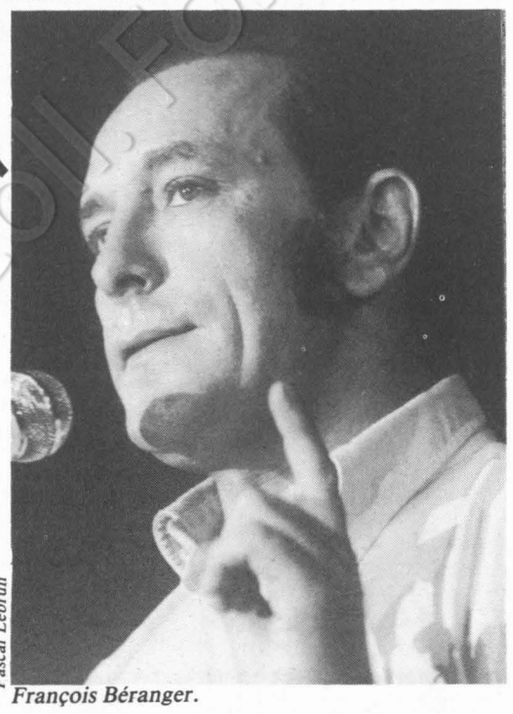
UN pays qui bâillonne ses artistes est-il encore un pays de liberté ? les dictatures ont « l'avantage »de la franchise : elles interdisent, elles détruisent, directement, en usant de la force ; avec elles, on sait hélas à quoi s'en tenir ! La pratique des démocraties en matière de liberté de création est plus insidieuse, plus hypocrite : un saltimbanque dérange ? Il y a peu de chances qu'on le prenne à partie trop directement. On préférera lui couper les vivres. Secteur privé et secteur public usent de la même arme : la censure par l'argent. les exemples ne manquent pas. Voici les deux plus récents : d'un côté, une multinationale du disque a décidé de laisser crever une petite maison française, de l'autre, le ministre de la Culture abuse de son pouvoir pour tenter de faire disparaître le plus vite possible le Festival de la Rochelle.

I. C.b.s. chasse l'Escargot

ILS étaient amis, ils ne le sont plus. A ma droite : Alain Lévy. A ma gauche : Gilles Bleiveis. Lévy : p.d.g. de C.b.s.-France, qui contrôle 20 % du marché français du disque ; style manager et sympa ; formé à New York, à l'école de gestion américaine, a appris son métier en dirigeant le marketing de C.b.s.-International ; poli, courtois. Bleiveis : p.d.g. des disques l'Escargot ; barbu, grande gueule ; cache sa tendresse derrière ses grognements ; élevé à l'école du journalisme et du militantisme politique ; ne travaille que par coups de cœur et seulement avec les gens qu'il aime. Sur la bascule à pognon, Lévy et Bleiveis ne pèsent évidemment par le même poids...

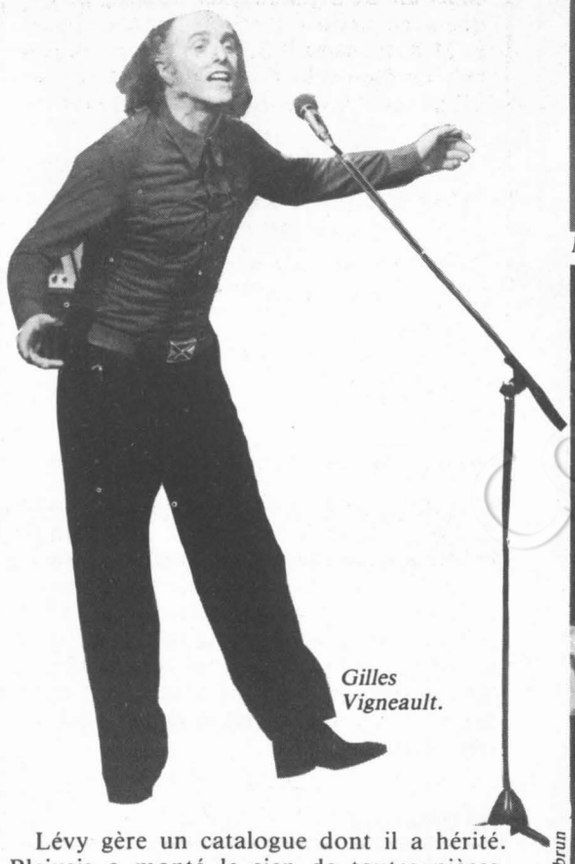


Michel Bulher.



François Béranger.

Pascal Lebrun



Gilles Vigneault.

Lévy gère un catalogue dont il a hérité. Bleiveis a monté le sien de toutes pièces. Chez Lévy, de la variété française qui passe souvent au petit écran et qui se vend bien : Jo Dassin, Dave, Alain Chamfort, Annie Cordy, Francis Cabrel, Catherine Lara ; du show-biz sans génie qui vient mettre du beurre dans ces épinards américains de la multinationale C.b.s. qui ont nom : Bob Dylan, Supertramp et Police. Chez Bleiveis, de la qualité qui n'a rien de marginal mais d'un genre qu'on ne matraque pas dans les hit-parades : Djamel Allam, Beausoleil Broussard, François Béranger, Michel Bulher, Louise Forestier, Bernard Haller, Imago, Emmanuel Krivine, Sebastian Maroto, Paul Piché, Andrée Simons, Marie-Josée Vilar, Gilles Vigneault, Isabel et Angel Parra, Victor Jara et les Inti-Illimani. C.b.s., assurant en plus la distribution de petites maisons, distribue les disques de l'Escargot depuis 1971.

Pendant des années, les p.d.g. successifs de C.b.s.-France, Lévy étant le dernier de la série, se sont dits très fiers de distribuer un « catalogue de la qualité de l'Escargot ». Ils l'ont affirmé publiquement, ils l'ont déclaré à la presse. En 1980, changement de ton : « Le catalogue de Bleiveis, c'est pas bézef », m'a dit Alain Lévy, il y a quelques jours. Fini l'alibi culturel ? Fini l'éloge de la différence ? Pourquoi ? Parce que l'Escargot connaît quelques difficultés financières depuis un an. Parce que Gilles Bleiveis a dû déposer le bilan de sa société le 16 avril 1980. Parce qu'il accuse Alain Lévy de l'avoir acculé à cette solution. Parce que les artistes de l'Escargot se sont déclarés solidaires de Bleiveis et ont, eux aussi, mis en cause les méthodes de C.b.s. Ce qui est logique : Vigneault, Bulher, Béranger et Servat sont à la fois chanteurs et actionnaires de l'Escargot. Vigneault et Béranger étaient d'ailleurs, à l'origine, partis de chez C.b.s. pour venir créer leur propre maison de disques avec Gilles Bleiveis. Y aurait-il comme de la revanche dans l'air ?

Le dépôt de bilan a plusieurs conséquences graves. D'abord, toutes les recettes faites par l'Escargot sur les disques actuellement en vente sont récupérées par un administrateur judiciaire qui s'en sert pour rembourser les dettes de la société.

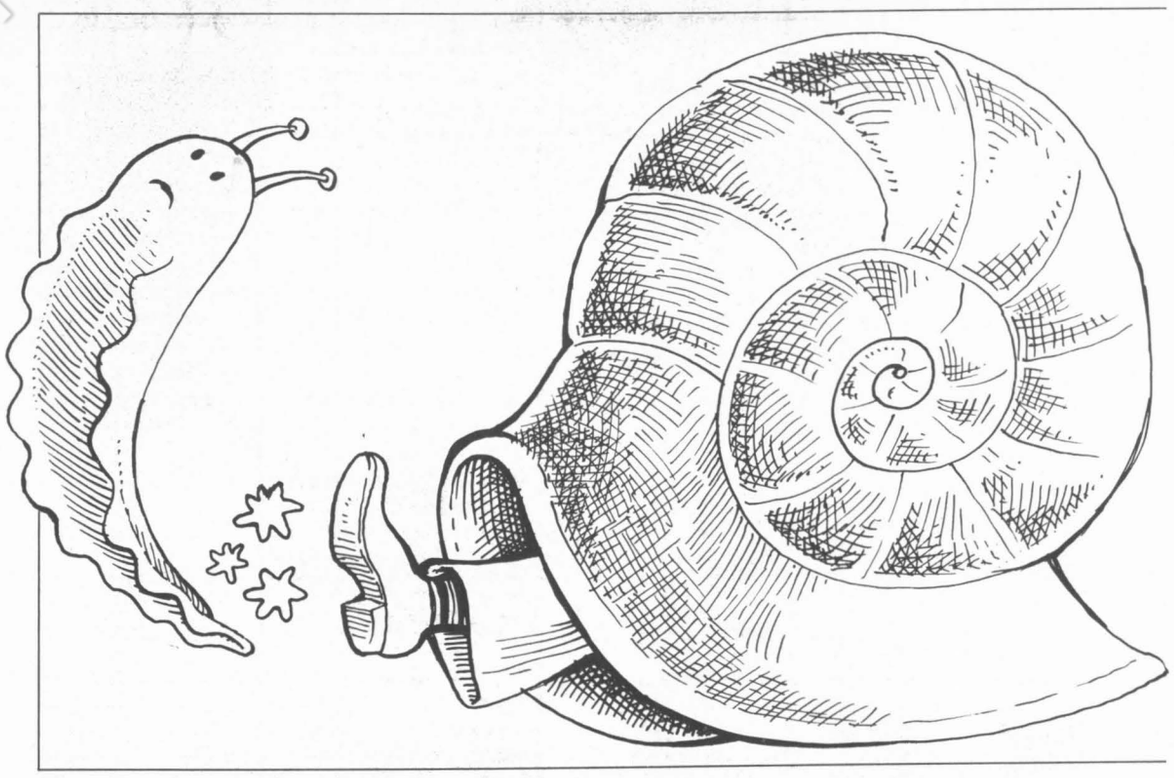
« Et comme notre plus gros créancier est précisément C.b.s., commente Gilles Bleiveis, on voit à qui la situation profite ! » Ensuite, pas question d'enregistrer de nouveaux disques tant que l'Escargot aura la moindre dette à honorer. « Ce qui veut dire, souligne Bleiveis, que nos artistes, se déclarant solidaires et ne voulant pas aller ailleurs, ne vont plus pouvoir entrer en studio pendant des mois ! Et c'est un cercle infernal : si nous n'avons pas de nouveaux disques sur le marché, nos recettes vont diminuer... » C'est la mort lente assurée. Déjà, pour parer au plus pressé, l'Escargot a dû se priver d'un tiers de son personnel.

Comment en est-on arrivé là ? Gilles Bleiveis s'en explique : « Il n'y a plus de place dans le système actuel pour des petits producteurs comme moi. Les grandes compagnies, les multinationales qui contrôlent pratiquement toute la production en France, se moquent bien d'aider un chanteur à bâtir une carrière, à progresser. Elles n'admettent plus que le démarrage puisse être lent et peu rentable. Elles veulent gagner de l'argent tout de suite avec n'importe quoi. Elles se branchent sur les tendances à la mode, hier le disco, aujourd'hui le rock, et elles laissent tomber tout le reste. Ca veut dire que Brel, qui avait vendu cinquante-deux exemplaires de son premier disque, ne trouverait plus personne aujourd'hui pour lui en faire faire un second !

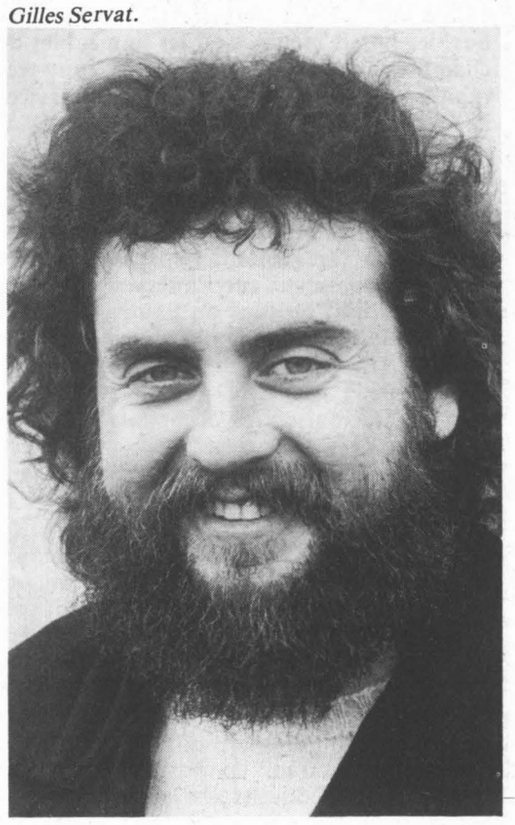
Les artistes ? Elles s'en tapent

« Ça veut dire que je sais d'avance qu'en enregistrant Marie-José Vilar je vais perdre de l'argent : son disque va me coûter aussi cher à fabriquer que celui de Béranger et j'en vendrai un bien plus petit nombre. Selon la politique de C.b .s., il ne faudrait donc pas que Marie-José Vilar chante...Qu'est-ce que je dois faire ? »

En fait, jusqu'en octobre 1979, Bleiveis a tenu le coup. Grâce à C.b.s. qui a joué le jeu : à chaque fois que l'Escargot manquait un peu de trésorerie pour mettre en route la fabrication d'un nouveau disque, C.b.s. allongeait une « avance » sur les recettes de distribution à venir.



Gilles Servat.



« Mais, raconte Bleiveis, alors que l'exercice 1978 avait été bénéficiaire, l'année 1979 s'est très mal passée. En octobre 1979, je suis donc allé voir Lévy. Et je lui ai annoncé mes intentions : arrêter momentanément la production, attendre que les rentrées d'argent équilibrent à nouveau les sorties. Il a levé les bras au ciel, a juré qu'il ne me laisserait jamais faire ça et m'a aussitôt fait une nouvelle avance. Je l'ai ensuite tenu régulièrement au courant de la situation financière. Et lui n'a cessé de m'encourager à produire, à sortir des disques. Et voilà que le 14 avril 1980, exactement neuf ans jour pour jour après la signature du premier contrat entre l'Escargot et C.b.s., il m'a annoncé qu'il n'avancerait plus le moindre centime et qu'il gardait désormais le produit de la vente de nos disques pour se rembourser des sommes que nous lui devons. »

Bleiveis va plus loin : « Il n'a pas été possible de plaider. Ce qui est humain n'intérese par les multinationales. Les artistes ? Elles s'en tapent. C'est le fric qui les motive. Notre situation était-elle irratrapa-

ble ? Sûrement pas ! Après tout, nous ne devons à C.b.s. qu'un tout petit peu plus d'argent qu'ils n'en ont gagné sur notre dos en 1978 ! En réalité, ils distribuent nos disques mais ils ne savent pas les vendre. Ils avaient promis de « pousser » le dernier Béranger et d'en vendre deux cent mille exemplaires ; ils n'en ont vendu que vingt mille... Alors, comme ils ont mal fait leur travail, ils pensent pouvoir prétendre que les chanteurs de l'Escargot sont invendables... C'est une dérobade ridicule : Béranger remplit les salles comme Lavilliers ou Higelin ; mais il vend moins de disques qu'eux ; la faute à qui ? Et pourquoi, si notre maison est sans intérêt, a-t-on essayé de me « racheter » comme producteur exécutif chez C.b.s. ? Pourquoi une situation acceptable en octobre 1979 n'est-elle plus supportable en avril 1980 ? »

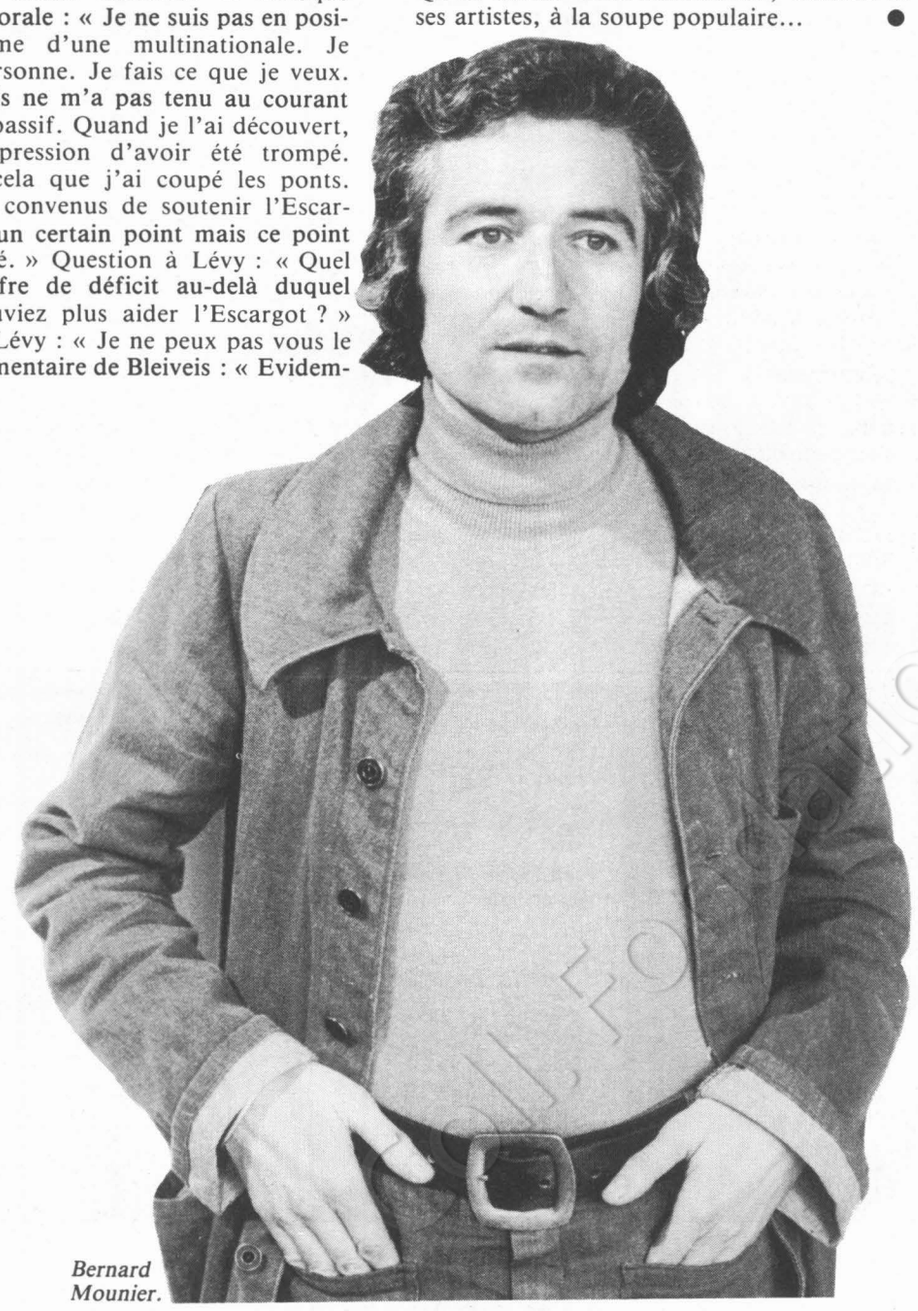
La sanction c'est le fric

« La vérité, conclut Bleiveis, est qu'il y a une récession globale dans les ventes de disques, que Lévy a reçu l'ordre de ses patrons américains de procéder à des restrictions et qu'il fait payer la soustraction à l'Escargot. »

Alain Lévy, on s'en doute, ne tient pas du tout le même discours. Il invoque d'abord la morale : « Je ne suis pas en position d'homme d'une multinationale. Je n'obéis à personne. Je fais ce que je veux. Gilles Bleiveis ne m'a pas tenu au courant de tout son passif. Quand je l'ai découvert, j'ai eu l'impression d'avoir été trompé. C'est pour cela que j'ai coupé les ponts. Nous étions convenus de soutenir l'Escargot jusqu'à un certain point mais ce point a été dépassé. » Question à Lévy : « Quel était le chiffre de déficit au-delà duquel vous ne pouviez plus aider l'Escargot ? » Réponse de Lévy : « Je ne peux pas vous le dire. » Commentaire de Bleiveis : « Evidemment qu'il ne peut pas le citer, ce chiffre, puisqu'il n'a jamais existé ! »

Alain Lévy nie absolument avoir poussé Bleiveis à produire. Bleiveis persiste et signe : « Le 11 avril 1980 il m'encourageait encore et le 14 il rompait le contrat ! » Question à Lévy : « Mais, pourquoi avoir soutenu l'Escargot si longtemps ? » Réponse de l'intéressé : « Je pensais que Gilles traversait une période de malchance. Avec le temps, je me suis aperçu que le message des artistes de l'Escargot ne correspondait pas au goût du grand public ; continuer à vendre du mai 68 ça n'intéresse plus personne. » Là, on n'est plus sur le terrain de la morale, on est sur celui du fric. Les artistes de l'Escargot ne touchent qu'une minorité de gens, donc vendent moins de disques que d'autres, donc ne rapportent pas assez d'argent à C.b.s.

Finalement, Alain Lévy dit clairement ce qu'il pense : « On vit dans une société où la sanction est le fric. C'est comme ça je n'y peux rien. Gilles Bleiveis n'en a pas tenu compte. Tant pis pour lui. » Et tant pis pour les artistes de l'Escargot ! Et tant pis pour ceux qui aiment Béranger, Vigneault, Bulher et les autres ! Et tant pis pour ceux qui n'ont ni le goût ni le fric de Lévy ! Le tort de Bleiveis, c'est de n'avoir pas été un marchand de soupe. Faute impardonnable au royaume du show-biz ! Qu'ils aillent donc maintenant, Bleiveis et ses artistes, à la soupe populaire... ●



Bernard Mounier.

II. Sabotage à La Rochelle

LE fou chantant québécois Raoul Duguay vient d'arriver à La Rochelle. Nous sommes le 20 juin 1980. La nuit tombe à peine. Sur France-Inter, dans le cadre de l'émission « Y a d'la chanson dans l'air » que Jean-Louis Foulquier consacre entièrement à Duguay, Bernard Mounier, directeur de la maison de la culture de La Rochelle, parle de l'opération « Québec 80 ». Il explique que deux des créations de cette opération, « Sept paroles du Québec » et « Pour un nouveau monde » (1), sont co-produites par la maison de la culture et le Festival de La Rochelle. Ce qu'il n'a pas le temps de dire à l'antenne, c'est que le Festival en question a du plomb dans l'aile ! Et grâce à une brillante entourloupe du directeur de cabinet du ministre de la Culture et de la Communication, Jean-Philippe Lecat.

On ne sache pas que le « Monsieur chanson » nommé par Lecat se soit jamais penché sur le sort de l'Escargot. Par contre, Bertrand Eveno, directeur du cabinet de Lecat, s'est intéressé à celui du Festival de La Rochelle. Et de quelle manière ! Le Festival de La Rochelle, depuis des années, est subventionné par l'Etat d'un côté, par les collectivités locales de l'autre. En septembre 1979, Eveno laisse entendre que le ministère pourrait faire un effort financier à parité avec les collectivités locales si ces dernières augmentaient le montant de leur participation. Aussitôt, la ville de La Rochelle et le conseil général de la Charente-Maritime annoncent la couleur : leur aide globale au Festival passe de huit cent mille à un million de francs. On s'attend à ce que le ministère tienne sa parole. En fait, en octobre 1979, Eveno « estime » la parité à neuf cent mille francs. En novembre, Eveno ne peut plus promettre que huit cent mille francs à Michel Crépeau, maire de La Rochelle. Le 21 mai 1980, dans la bouche du même Eveno, la subvention descend à six cent mille francs. Le 18 juin 1980, la direction du Festival de La Rochelle reçoit une lettre d'Eveno fixant définitivement la subvention de l'Etat : quatre cent quatre-vingt mille francs !

Le programme du Festival (2) avait été arrêté et rendu public le 28 février 1980. Il avait évidemment été établi sur la base d'un budget prenant en compte la dernière promesse de l'Etat à ce moment-là : huit mille francs. C'est donc seulement huit jours avant l'ouverture du Festival que son directeur, Alain Durel, a appris qu'il lui manquerait trois cent vingt mille francs pour retomber sur ses pieds. Charmante surprise ! Le sieur Bertrand Eveno ne peut pas l'avoir concocté sans l'accord total de Jean-Philippe Lecat. Merci, monsieur le ministre !

Le procédé est d'autant plus grossier qu'Eveno a essayé de camoufler la combine : pour gonfler le chiffre des subventions de l'Etat, il y a ajouté une somme que le Centre national du cinéma, de son côté, verse chaque année au Festival de La Rochelle ! Dans la mesure où la maison de la culture co-produit quelques manifestations avec le Festival, pourquoi ne pas pousser le raisonnement jusqu'à l'absurde et dire qu'il n'y a plus lieu de subventionner le Festival puisque la M.c. est déjà dotée ? « Je crains, dit Alain Durel, qu'il ne s'agisse en effet du début d'une grande manœuvre qui viserait purement et simplement à saboter le Festival. »

Assassinat et désengagement

Dans une lettre à Lecat, Bernard Mounier, directeur de la M.c. de La Rochelle, écrit : « Le coup porté au Festival à une semaine de son ouverture est grave, non seulement pour l'avenir de cette manifestation mais aussi pour l'ensemble de la vie culturelle de notre ville. » Le coup n'est sûrement pas accidentel ou innocent, c'est évident. Il s'agit une fois de plus de décimer la création et de laisser les élus locaux se débrouiller avec les remous. Assassinat et désengagement : quelle politique culturelle !

Guy Miaud est secrétaire chargé du cadre de vie dans la commission exécutive de la section du Parti socialiste de La Rochelle. A ce titre, il s'occupe des questions culturelles. Il connaît parfaitement son dossier : il a été pendant des années président de la maison de la culture. Son point de vue est clair et tranchant : « Pendant des années il y a eu, à La Rochelle, antagonisme entre la maison de la culture et le Festival. Pendant des années, le Festival a été élitaire, parisien, coupé de la réalité rochelaise. Cette année, Bernard Mounier et Alain Durel avaient réussi à s'entendre, à rendre complémentaire le travail de la M.c. et celui du Festival. Comme par hasard, c'est à ce moment-là que le ministre se désengage ! Si l'Etat cherchait délibérément à faire capoter le Festival ou à s'en débarrasser, il n'agirait pas autrement. »

Le Festival de La Rochelle est menacé : une partie de sa programmation risque d'être annulée. La colère monte autour du port. « Le ministre a tort de croire que les Rochelais vont avaler la pilule », dit Guy Miaud. Ils sont d'autant moins disposés à le faire, en effet, que ce n'est pas la première fois qu'on se paie leur tête de cette façon. Il y a quelques années, devant témoins, le directeur du cabinet du ministre de l'époque, de Michel Guy, avait encouragé la M.c. de La Rochelle à jouer la carte régionale, à être véritablement la maison de la culture de La Rochelle « et du Centre-Ouest ». Les subventions suivraient... La M.c. a bien assumé cette mission, et continue de l'assumer ; mais les subventions ne sont jamais venues.

Celui qui avait promis est un nommé Gérard Montassier. Il est aujourd'hui le gendre de Valéry Giscard d'Estaing. Sous la Ve République, le mauvais exemple vient décidément de très haut ! ●

(1) « Sept paroles du Québec » réunit les auteurs et poètes québécois Yves-Gabriel Brunet, Paul Chamberland, Raoul Duguay, Michel Garneau, Michèle Lalonde, Gilbert Langevin et Gaston Miron. Le spectacle sera créé à La Rochelle le 6 juillet et repris à Beaubourg le 9 juillet, et au Festival d'Avignon du 16 au 20 juillet. « Pour un nouveau monde » sera présenté à La Rochelle le 14 juillet. (2) Ce programme pluridisciplinaire comprend de la musique, de la danse, du cinéma, du théâtre, des expositions, des animations, des ateliers et des débats. Tous renseignements au (46) 41.03.35 et au (46) 41.36.55.

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 069. Office régional de la culture Languedoc-Roussillon recrute directeur ayant une bonne connaissance de la culture et de la civilisation régionales.

Adresser C.v. au président de l'Office, 20, rue de la République - 34000 Montpellier.

DIVERS

Réf. 068. Socialiste. 21 ans. Etudiante Sorbonne en maîtrise droit cherche chambre confortable.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes - 75009 Paris) qui transmettra.

Fête de la Rose
à Auch (Gers) le 6 juillet.

A 8 h : concours de pêche ;
A 10 h : carrefour politique, comme thème : le Projet socialiste et l'agriculture ;
A 16 h : gala de variétés avec Noëlle Cordier ;
A 17 h : meeting avec Laurent Fabius.

Les 4, 5 et 6 juillet
Fête de la Rose
à Ballaruc-les-Bains (Hérault)

Avec une soirée disco le vendredi 4, un concours de pétanque, un meeting politique avec Alain Busnel et Pierre Guidoni à 21 h le samedi 5, suivit d'un grand bal. Le dimanche 6 aura lieu, à 17 h, un débat sur l'environnement et le cadre de vie.

Organisée par le Territoire de Belfort.
FETE DE LA ROSE

les 5 et 6 juillet à la patinoire de Belfort.
Dîner, bal, attractions, artisanat du lieu, etc.
Illustration du Projet socialiste.
Meeting politique avec Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement et Raymond Forni.

cinéma

N° 259-260
JUILLET-AOÛT

SPECIAL ALAIN RESNAIS

Marguerite Duras
Alain Robbe-Grillet
Jean Cayrol
Jorge Semprun
Jacques Stenberg
Jean Gruault
Henri Colpi
Sacha Vierny
Emmanuelle Riva
Delphine Seyrig
Yves Montand
Claude Rich
Gérard Depardieu

Interviews
Textes
Etudes

En vente partout
et 6, rue Ordener, Paris 18e

Directement du producteur
CHAMPAGNE
BARON FUENTE
Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

La vie d'artiste cet été

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

VOIX

Voix classiques. Jane Rhodes chante le 7 juillet à Cannes. Barbara Hendricks le 6 juillet à l'Abbaye royale de Fontevraud. Janet Baker le 4 juillet à Echternach (Luxembourg). Jessye Norman le 10 août à Carpentras, le 6 septembre à Gand (Belgique). Christine Roustan le 17 juillet à Villevieille. Herman Prey le 1er septembre à Ascona (Suisse). Montserrat Caballe les 15, 19, 23, 26, 31 juillet et le 2 août à Aix-en-Provence, dans « Seminaris » de Rossini.

Voix de jazz. Virginia Vee chante à Gourdon-en-Quercy le 15 juillet et à Port-Bacarès le 16 juillet. Ella Fitzgerald à Echternach (Luxembourg) le 15 juillet. John Lee Hooker à l'Abbaye royale de Fontevraud le 9 juillet. Ray Charles à Paris (Olympia) le 7 juillet, Echternach le 14 juillet et Vaison-la-Romaine le 22 juillet. Tania Maria à Munich le 12 juillet, Antibes le 20, Vaison-la-Romaine le 22, Saint-Rémy-de-Provence le 28 et Martigues le 5 août. Keith Jarret à Boulogne le 19 juillet.

Chansons. François Béranger, Claire et Mama Béa Tékielski sont au Festival de Guer-Carentoise, près de Rennes, les 5 et 6 août. Michèle Bernard, Jacques Bertin, Gilles Elbaz et Annick Nozati du 5 au 12 juillet à la Sainte-Beaume. Les Frères Jacques à Albi le 2 août et Carpentras le 3. Le Cuarteto Cedron à Vaison-la-Romaine le 16 juillet et à Collioure le 18. Paco Ibanez à Vaison-la-Romaine le 21 juillet. Claude Nougaro à Carpentras le 29 juillet. Anna Prucnal à Calais le 11 juillet. Mikis Théodorakis à Boulogne le 13 juillet. Francis Lalanne à Boulogne le 17 juillet. Montjoia à Gourdon-en-Quercy le 22 juillet. Armande Altaï à Saint-Galmier le 11 juillet et à Martigues le 6 août.

VOIX (BIS)

Une voix, même une voix qui ne chante pas, une voix qui simplement parle, est comme une vie qui continue, que rien ne peut arrêter : une présence qui défie la mort, un petit morceau d'éternité. La voix de Jean-Louis Bory, de cette manière, ne s'éteindra jamais. On doit à François-Régis Bastide une heureuse initiative : il a regroupé en une seule cassette une heure des plus percutantes interventions de Bory au cours de l'émission de France-Inter « le Masque et la plume ». Bory y parle avec passion et humour, avec tendresse ou colère, de « Pierrot le fou » de Godard, « Vivre pour vivre » de Lelouch, « 2001, l'Odyssée de l'espace » de Kubrick, « Théorème » de Pasolini, « les Œufs brouillés » de Santoni, « l'Innocent » de Visconti, « Missouri break » de Perrin, « Lettre paysanne » de Safi Fayd et « Mado » de Sautet. De grands moments ! Cet enregistrement est diffusé par les « Cassettes Radio-France » (75786 Paris Cédex 16). A la même adresse, une autre série talentueuse : les heures de conversations de Haroun Tazieff avec Claude Villers.

ROMANS

Chaque année des jurys de spécialistes distinguent des romans. Ces lauriers (le Goncourt, le Renaudot, l'Interallié, etc.) donnent un gentil coup de pouce à quelques livres pendant un certain temps. Mais, le vrai verdict, ce sont les lecteurs qui le prononcent : ils achètent ou non. D'où l'idée de laisser les lecteurs attribuer eux-mêmes leurs prix : R.t.l., France-Inter et le journal « Elle » ont adopté ce système. Et l'on s'aperçoit que les résultats de ces consultations constituent autant de bonnes surprises. Par exemple, pour 1980, les lectrices de « Elle » ont donné leur prix au livre de Marie-Thérèse Humbert « A l'autre bout de moi » (Stock) ; les auditeurs de France-Inter, eux, ont couronné « le Testament d'un poète juif assassiné » d'Elie Weisel (le Seuil) ; et ceux de R.t.l. « la Soupe aux choux » de René Fallet (Denoël).

Il reste cependant quelques autres romans qui auraient mérité des lauriers au cours de cette année éditoriale. Du côté des romanciers étrangers, on ne peut passer sous silence la réédition de deux livres depuis longtemps introuvables de l'Anglais Thomas Hardy : « le Retour au pays natal » et « Jude l'obscur » (tous les deux chez Néo).

Ni « l'Exécutrice » du Tchèque Pavel Kohout (Albin Michel). Ni « Une saison sèche et blanche » (Stock), une courageuse diatribe anti-apartheid du Sud-africain André Brink. Ni le provocateur « Roman d'amour d'un incendiaire » (Belfond) de l'Allemand de l'Ouest Peter Chotjewics.

Du côté des Français, on a sans doute été injuste avec trois ouvrages qui valent mieux que la relative indifférence qui les a accueillis : « le Regard observé » (Editions Galilée) de Claude Broussouloux, un récit aigu sur les libertés au quotidien ; « la Bourelle » (Balland) de Bernard Clavel, un roman picaresque dans la lignée de « Manon Lescaut » ; et « La Duchesse » (Grasset) de Lucien Bodard, une de ces aventures denses, touffues, haletantes, lyriques que peu d'auteurs savent mener jusqu'au bout.

Et comment délaisser la production féminine ? Ce « Souriez, s'il vous plaît » (Denoël), cette autobiographie inachevée où l'Anglaise Jean Rhys nous emmène à la source de ses romans. Ce livre noir et sarcastique que Béatrix Beck a joliment appelé « Devancer la nuit » (Grasset). Ce « fond de tiroir », ce premier roman dont ni Grasset ni Gallimard n'avaient voulu en 1937 : « Quand prime le spirituel » de Simone de Beauvoir (Gallimard). Cette musique québécoise : « Héloïse » d'Anne Hébert (le Seuil). Et ce cri superbe d'une O.s. bretonne : « le Voyage à Paimpol » de Dorothée Letessier (le Seuil).

Enfin, le cru 1979-1980 nous a valu au moins deux excellents polars : « Groom » de Jean Vautrin (Mazarine) et « le Loup par les oreilles » de Frédéric H. Fajardie (Néo). Vautrin a d'ailleurs préfacé le bouquin de Fajardie ; ce n'est sans doute pas tout à fait un hasard... Pour les mordus, un bon tuyau : la série de poche Carré noir vient de ressortir un ancien Vautrin : « A bulletins rouges ».

J'oubliais : les éditions Robert Laffont ont eu l'idée de rassembler en un seul volume, dans leur collection Bouquins, trois romans de Balzac : « le Père Goriot », « Illusions perdues », « Splendeurs et misères des courtisanes ». Et ça tient dans un sac de plage !

VIRTUOSES

Violon. Henryk Szeryng joue à Chimay (Belgique) le 12 juillet et à Prades le 8 août. Jean-Pierre Wallez à Sully-sur-Loire le 5 juillet, Comminges les 18 et 19 juillet, à Cordes-sur-Ciel le 30 juillet et le 1er août, à Prades le 2 août. Patrice Fontanarosa à Gourdon-en-Quercy le 8 août. Ivry Gitlis à La Chaise-Dieu le 5 septembre. Emmanuel Krivine à Prades le 28 juillet.

Violoncelle. Rostropovitch joue à Perpignan le 11 juillet et Menton le 27 août.

Harpe. Lily Laskine est à Hardelot le 12 juillet et Monaco le 17.

Guitare. Alexandre Lagoya donne des récitals à Echternach (Luxembourg) le 8 juillet, Saint-Rémy-de-Provence le 26 juillet, Albi le 29 juillet, Saint-Gervais le 16 août, Cap d'Adge le 19 et Narbonne le 20. Narciso Yepes à Sully-sur-Loire le 4 juillet et Toulon le 10.

Orgue. Lucienne Antonini est aux claviers en Avignon les 20 et 27 juillet, le 3 août. Marie-Claire Alain à Saint-Donat le 26 juillet et à La Chaise-Dieu le 1er septembre. Pierre Cochereau à Sully-sur-Loire le 18 juillet et au Mont-Saint-Michel le 16 août.

Flûte. Jean-Pierre Rampal est à Albi le 27 juillet.

Piano. Aldo Ciccolini joue à Namur (Belgique) le 18 juillet et à Minelli (Corse) le 19. Anne Queffelec à Saint-Lizier le 12 septembre. Claudio Arrau à Prades le 13 août. Georges Cziffra à Vichy le 16 août et à La Chaise-Dieu le 4 septembre. Sviatoslav Richter à Tours (Grange de Meslay) le 6 juillet, Menton le 22 août et La Chaise-Dieu le 30 août. Martha Argerich à Lugano (Suisse) le 4 septembre. Katia et Marielle Labèque à Besançon le 11 septembre.

PORTRAITS

Nadar fut le premier grand portraitiste de l'histoire de la photographie. Roger Greaves lui consacre aujourd'hui un portrait de plus de quatre cents pages : « Nadar » (Flammarion). Le portrait est devenu un genre... littéraire qui se porte bien. On trouve des portraits de tous les styles... en librairie !

Portraits de disparus : « Stèle pour un bâtard, Don Juan d'Autriche, 1545-1578 » par Edmonde Charles-Roux (Grasset) ; « Eleanor, chronique familiale des Marx » par Yvonne Kapp (Editions sociales) ; « François Mauriac » par Jean Lacouture (Le Seuil) ; « Monsieur Melville » par Victor-Lévy Beaulieu (Flammarion). Portraits d'inconnus : « le Croquerave libertaire ; mémoires d'un ouvrier du pays de Montbéliard » par Eugène Hug et Pierre Rigoulot (les Presses d'aujourd'hui) ; « Toinou ; le cri d'un enfant auvergnat » par Antoine Sylvestre (Plon, collection Terre humaine). Portrait imaginaire : « Vous avez dit Godard ? » par Maurice Achard (Editions libres-Hallier).

Portrait de femmes en groupe : « Isabelle Adjani, Isabelle Huppert, Dominique Laffin, Miou-Miou, Christine Pascal, Maria Schneider, comédiennes d'aujourd'hui » par Jean-Luc Douin (Editions Lherminier).

Double portrait par missives interposées : « Correspondance privée, 1935-1978 » par Henry Miller et Joseph Delteil (Belfond). Autoportrait de femme : « Résidente privilégiée » par Maria Casarès (Fayard). Autoportraits d'hommes : « le Pain nu » par Mohamed Choukri (François Maspero) ; « En liberté » par Julien Green (Atelier Marcel Jullian) ; « Un théâtre pour la vie » par Giorgio Strehler (Fayard) ; « l'Ame et la corde » par Ivry Gitlis (Robert Laffont).

CIMAISES

Les « grands » des arts plastiques sont au rendez-vous de l'été : Jean Messager au Musée Granet d'Aix-en-Provence (du 24 juillet au 30 septembre). Adami, Alechinsky, Braque, Bury et Hartung au Cloître Saint-Louis d'Aix-en-Provence (du 15 juillet au 14 septembre). Alexander Calder à la Chapelle de la Charité, en Arles (jusqu'au 21 septembre). Braque à la Fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence (à partir du 5 juillet). Anselmo et Adami au Musée de Grenoble (du 2 juillet au 30 septembre). Philippe de Champaigne au Musée national des Granges de Port-Royal, à Magny-les-Hameaux (jusqu'en octobre). Chagall, Gauguin, Léger, Poliakoff et Vasarely au Musée des Beaux-Arts d'Angers (du 28 juin au 31 août). Lurçat au Musée Jean-Lurçat, à Angers (tout l'été). André Masson à Billom (jusqu'au 12 juillet). Braque, Chagall, Masson, Matisse et Picasso au Musée d'Art moderne de Céret (jusqu'en septembre).

L'année du patrimoine a fait des adeptes, évidemment : Patrimoine rural de Haute-Provence, à l'Abbaye de Sénanque, à Gordes (jusqu'au 1er octobre). « Au temps de Flore », une histoire de la parfumerie de l'Antiquité à nos jours, à Grasse (du 22 juillet au 22 octobre). « Les représentations de Marie-Madeleine », dix siècles de peinture et d'imagerie populaire, à Saint-Maximin (du 18 juillet au 7 septembre). « Annecy, une ville et son patrimoine », au Palais de l'Isle d'Annecy (jusqu'à fin septembre). Mémoire de l'industrie, au Creusot (jusqu'au 15 septembre). « Soufflot et son temps » aux Musée des Beaux Arts de Lyon (jusqu'au 27 juillet). Deux siècles de l'histoire du costume, 1780-1980, au Musée Allard de Montbrison (jusqu'en octobre). La peinture française des XVIIe et XVIIIe siècles, au Musée des Beaux Arts de Lille (du 4 juillet au 28 septembre). Le vitrail en Bretagne, à Guingamp (en août et septembre). Vingt-cinq siècles de recherches archéologiques dans les pays de Loire au Musée de La Roche-sur-Yon (du 3 juillet au 31 août). Trésors du patrimoine de la Sarthe, à l'Abbaye de l'Epau, au Mans (jusqu'au 5 octobre). La vie aux Antilles aux XVIIIe et XIXe siècles, au Musée Robrée de Nantes (jusqu'à fin août). Les arts du théâtre de Fragonard à Watteau, au Musée des Beaux-Arts de Bordeaux (jusqu'au 1er septembre). Mémoire d'une Amérique à la Chapelle du Lycée Fromentin de La Rochelle (du 10 août au 9 novembre). « Saintes, cité bimillénaire », au Musée archéologique de Saintes (jusqu'au 1er novembre). Images de la vie quotidienne à Foix depuis les origines, au Musée de l'Ariège, à Foix (tout l'été). « Le pain et le sel » à Arc-en-Senans (jusqu'au 15 septembre). Les arts du fer en Lorraine, à l'Abbaye des Prémontrés de Pont-à-Mousson (jusqu'au 20 octobre).

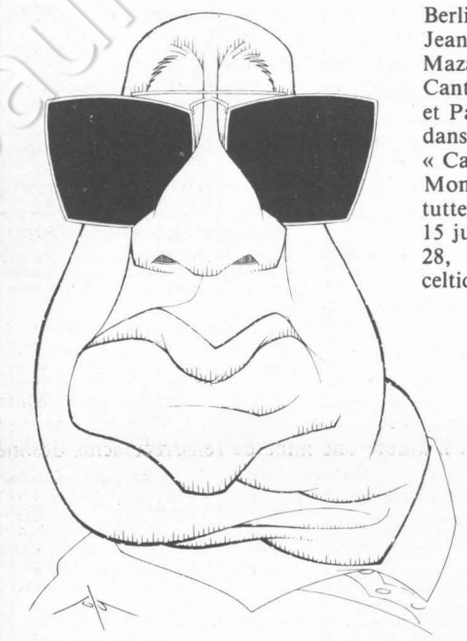
A Paris, une belle surprise : « Les dessins humoristiques et les gravures de Chaval », au Jardin de la paresse (20, rue Gazan, 14e), jusqu'au 1er septembre.



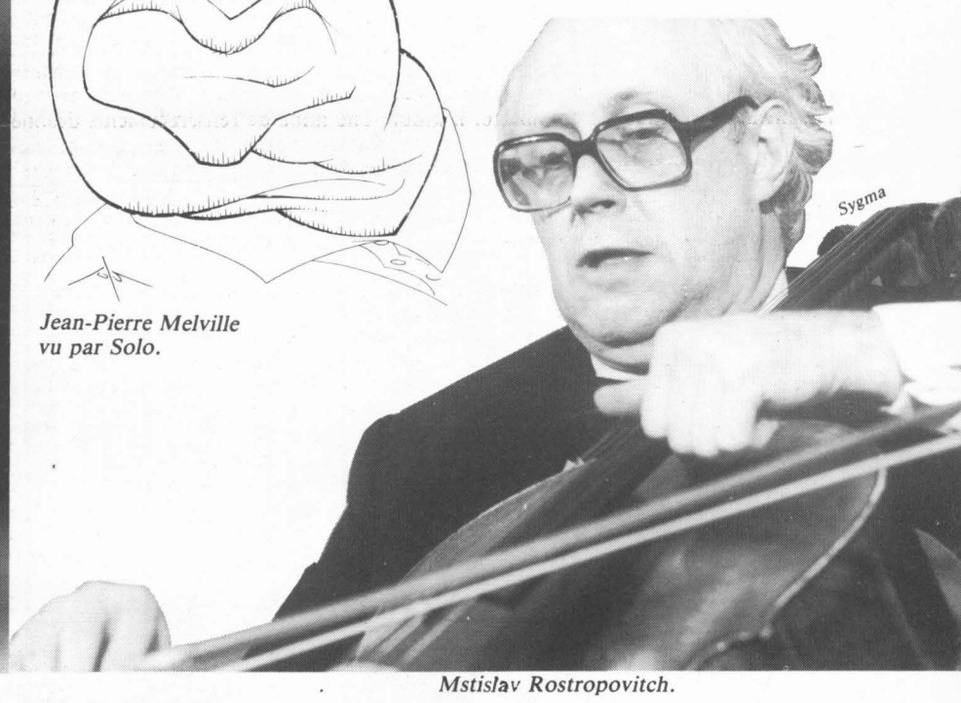
Isabelle Huppert. Sygma



Maria Casarès.



Jean-Pierre Melville vu par Solo.



Mstislav Rostropovitch. Sygma

MUSIQUES

« Le Barbier de Séville » de Rossini les 10 et 12 juillet à Vaison-la-Romaine, les 15 et 17 juillet à Ajaccio. « Mireille » de Gounod à Carcassonne le 26 juillet, à Vichy le 9 août. « La Périchole » d'Offenbach à Carpentras les 2 et 5 août. « L'Enterrement au sérail » de Mozart à Divonne-les-Bains le 7 juillet, par la Philharmonie de Berlin. « La Passion selon Saint-Jean » de Bach à Castres, Gaillac et Mazamet du 2 au 13 septembre. « El Canto general » de Mikis Theodorakis et Pablo Neruda le 8 juillet à Valence, dans le cadre du Festival de Romans. « Carmina Burana » de Carl Orff à Monte-Carlo le 16 juillet. « Cosi fan tutte » de Mozart au Touquet les 14 et 15 juillet, à Aix-en-Provence les 24, 28, 30 juillet et 3 août. « Symphone celtique » d'Alan Stivell à Lorient du 1er au 10 août. Le « Requiem » de Verdi à Luxembourg le 7 juillet. « La Vie parisienne » d'Offenbach à Vichy le 4 août. « Messe pour les instruments au lieu des orgues » de Charpentier à La Chaise-Dieu le 31 août.

Haydn et Mozart par l'Orchestre de chambre de Vienne à Guebwiller le 6 septembre. Telemann, Bach et Vivaldi par l'Orchestre de chambre Paul Kuentz à la Grande-Motte le 18 août, Cap d'Adge le 19 et Narbonne le 20. Wagner, Mozart et Mendelssohn par l'Orchestre de chambre de l'Académie de musique de Budapest à la Grange-de-Meslay (Tours) le 5 juillet. Mozart, Berlioz, Prokofiev et Tchaïkovsky par l'Orchestre de R.t.l. à Echternach le 12 juillet. Haydn, Vivaldi, Mounet et Corelli par la formation Antiqua Musica au Château de Courson-Monteloup (91) le 6 juillet. Schubert, Schoenberg, Webern, Prokofiev et Bartok par Nell et Ivar Gotkovsky (violon et pinao) à Aix-les-Bains le 6 juillet. Mozart, Beethoven et Brahms par le Nouveau Trio Pasquier et Jean-Claude Pennetier au Grenier à sel d'Honfleur le 12 juillet. Rameau, Vivaldi, Ravel, Debussy et d'Indy par le Sextuor d'harpes de Paris en l'Eglise de Bernières-sur-mer (Calvados) le 23 août. Haendel, Bach et Mozart par le Trio Couperin à Chateloy (Allier) le 17 août. Bach, Telemann et Fischer par l'Orchestre de chambre d'Heidelberg à Saint-Donat le 28 juillet. Corelli, Mozart, Rossini et Roussel par le Tokyo Akademiker ensemble à Menton le 11 août.

Voyages: en soulevant les casquettes des guides

PAR GILBERT SANS

DANS les gares et les aéroports c'est la valse des valises. Après une année de grisaille, les citadins des pays nantis — faut-il rappeler que le phénomène vacances est loin d'être universel ? — s'offrent quelques courtes semaines de répit. Il n'y a pas de voyages qui ne soient d'une manière ou d'une autre balisés. Avant de partir, souvenirs et publicités s'entremêlent pour guider le choix. Pendant le périple cartes et guides assurent le trajet et sa réconfortante sécurité. Au-delà de l'imaginaire commun banal (ah, l'Orient !) chacun peut ainsi se constituer son petit imaginaire personnel.

On ne va jamais assez loin. Ces dernières années les profits des transporteurs en tous genres n'ont cessé d'augmenter. Ils stagnent aujourd'hui et les prix grimpent irraisonnablement. De toute façon, c'est toujours le client qui paie la facture pétrolière.

A cette frénésie du départ, il fallait un guide ; l'aveugle a bien une canne. Des guides, une frénésie de guides. Ouvrages et collections dont le but est d'aider le voyageur à s'y retrouver sont aujourd'hui légions sur le marché du livre. Le guide de voyage est aussi un passeport pour le rêve. Nous en connaissons qui ont déjà traversé en tous sens la forêt colombienne en ouvrant seulement un bouquin, puis en se laissant glisser entre les lignes. D'autres marchent triomphalement sur les traces de Marco Polo ou de Christophe Colomb. Déjà, au début du siècle on pouvait vivre l'aventure par procuration, dans les magazines illustrés, chaudement installé devant le feu de bois de la cheminée familiale et participer ainsi du fin fond de la Beauce aux exploits coloniaux du père Bugeaud.

Les guides de voyages possèdent plusieurs casquettes. Distinguons, un peu arbitrairement, les guides « sérieux » et les guides « pratiques ». Avant toute autre chose, le guide « sérieux » est d'abord plus gros, plus cher aussi, quelquefois plus prétentieux sans avoir toujours les moyens de cette prétention. Ils veulent — sérieusement — tout dire, tout raconter ; y parviennent quelquefois. C'est le cas des ouvrages publiés par la maison Nagel qui se définit d'ailleurs elle-même comme une maison de « littérature touristique ». Le sérieux ici est toujours argumenté. Indispensable dimension poétique de cet éditeur : il est le seul — à notre connaissance — à proposer dans son catalogue un ouvrage sur... la lune. Avis aux amateurs...

Pour le reste, le guide sérieux, gros et cher, sera au voyageur ce que la carte Michelin est à la carte d'état-major : pas un monument à photographier ne manquera à l'appel, pas un seul kilomètre de route ne restera sauvage et inexpliqué. On peut apprécier cette confortable sécurité. L'exposé sera traditionnel — c'est le cas des Guides bleus — répondant ainsi aux canons de l'esthétique occidentale et aux exigences d'un comportement touristique moderne. L'aventure, la rencontre de l'autre, la connaissance des peuples n'y occuperont que la portion congrue.

Plus proche du guide « sérieux » que du guide « pratique », mais moins gros, donc moins cher, le guide de la collection « Petite Planète » adapte mieux son propos à l'objectif poursuivi : fournir sur le pays visité une synthèse géographique, culturelle, historique, politique, etc. au voyageur en partance. Difficilement classifiable également la collection publiée par les éditions Jeune Afrique : par la qualité de sa présentation, sa beauté, sa richesse photographique, elle trouvera seule une digne place dans votre bibliothèque.

C'est la jeunesse occidentale qui a lancé vers les années soixante la vogue des voyages lointains. Sac au dos, en stop, on partait alors vers de fulgurants mirages. Si l'aventure, avec le temps, en a pris un coup, la tradition demeure vivace. Cette mode se poursuit largement — avec profit — dans le domaine de l'édition. Le guide « pratique » fleurit. A un exposé général de présentation, souvent suffisant mais quelquefois sommaire, il ajoute une mine de renseignements destinés à faciliter la vie au jour le jour à l'autre bout du monde. Des petites combines, des petits hôtels, des petits prix, le tout lié par une sauce et un vocabulaire très « salut les copains » et plus ou moins réussi selon les cas. On tendra à préférer la collection déjà bien pourvue des guides « Nouvelles Frontières » (de l'agence du même nom) qui sont parmi les moins chers, et les « Guides du routard », les plus exhaustifs.

Quelques ouvrages spécifiques intéresseront particulièrement les lecteurs de « l'Unité ». Leur originalité déborde singulièrement le cadre du voyage estival et du tourisme. Rappelons donc pour les égarés des jeux Olympiques, les blasés du Bolchoï, l'existence de « l'Anti-Guide de Moscou » d'Alexandre Dimov (éditions Ramsay), de « Terre catalane » une somme — collective — aux éditions Eole, du numéro 14 des Dossiers de l'Etudiant, « Vacances voyages 80 », du « Paris mode d'emploi » (« Autrement ») pour mieux vivre la ville et ses quartiers, et du livre de Pierre Crisol, publié chez Balland, « les Espagnols d'aujourd'hui » ; une vraie bombe ! Dernier avantage de ces quelques ouvrages : ils conserveront toutes leurs qualités même les vacances finies.

SELECTION

Collection Nouvelles Frontières : Inde, Mexique, Nepal, Ladakh... (30 F dans tous les bureaux de cette agence).

Editions Jeune Afrique : Grèce, Paris, Sicile, Suisse, Espagne...

Les Guides bleus : Antilles, Haïti, Guyane.

Editions Nagel : Amérique centrale, Turquie... et aussi la collection spécialisée Archaeologia mundi.

Editions Balland : « les Italiens », par François Coupry ; « les Grecs », par Vassilis Alexokis.

Editions Delta : Chine, Sri Lanka/Maldives, U.s.a. côte Ouest, Afghanistan.

Guide et manuel du routard (dix titres en 1980, chez Hachette).

Guide de New York en jeans.

Guides Flammarion : « Venise » par Renzo Salvadori, « l'Ecosse » par Kenneth White.

Collection Petite Planète (au Seuil) : Chypre, Rome, Italie...

Durante, Pergolèse, Albinoni, Tortini et Vivaldi par I solisti Aquilani au Suquet (Cannes) le 5 juillet. Des concertos de Ravel par la Philharmonia Hungarika à La Chaise-Dieu le 6 septembre.

THEATRES

Des festivals de théâtre comme s'il en pleuvait. Ne retenons que ceux qui subventionnent des créations.

En Avignon. « Le Conte d'hiver » de Shakespeare, monté par Jorge Lavelli, du 17 au 25 juillet. « La Malédiction » d'après Eschyle, Sophocle et Euripide du 29 juillet au 5 août. « Le nouveau Mendoza » de Lenz du 17 au 20 juillet. « Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ? » de Nazim Hikmet dans une mise en scène de Mehmet Vlusoy du 24 au 29 juillet. « La Double Inconstance » de Marivaux par la Comédie-Française du 3 au 7 août. « Peines d'amour perdues » de Shakespeare, un spectacle de Jean-Pierre Vincent, du 24 au 28 juillet.

A Villeneuve-les-Avignon. Le Bread and Puppet du 21 au 25 juillet.

A Carcassonne. « La Ballade de Montredon » d'André Benedetto, jusqu'au 5 juillet. « Faut pas payer » de Dario Fo du 15 au 18 juillet. Et la troupe des Joglars de Catalogne, le Théâtre emporté, le Théâtre de la Parole, le Théâtre de la Rampe, etc.

A Vaison-la-Romaine et Carpentras. « Volpone » de Jules Romain du 17 au 19 juillet. « Le Songe d'une nuit d'été » de Shakespeare du 22 au 24 juillet. « La Nuit des rois » de Shakespeare du 7 au 9 août.

Au Festival du Marais, à Paris. « La Princesse de Babylone » de Voltaire au Théâtre Essaïon jusqu'au 12 juillet. « Il ne faut jurer de rien » d'Alfred de Musset à l'Hôtel d'Aumont, jusqu'au 12 juillet.

A Sarlat. « Mélodies du malheur » par le Grand Magic Circus les 26 et 27 juillet. « Phèdre » de Racine les 30 et 31 juillet. « En r'venant d'l'Expo » de Jean-Claude Grumberg les 7 et 8 août. « Le mal court » de Jacques Audiberti les 21 et 22 juillet.

Au Puy-du-Fou, en Vendée. Avec cinq cents acteurs pris dans la population et trente cavaliers : « Ce soir en Vendée », spectacle historique, jusqu'au 2 août.

A Sail-sous-Couzan, dans la Loire. « Ballades pour un monde lyrique » de Bruno Carlucci, jusqu'au 13 juillet.

A Alès, au Festival du Jeune Théâtre. « Honte à l'humanité » par le Grat le 16 juillet. « Ce n'est pas l'heure de rire » d'Alphonso Sastre le 17. « Ircadon » de Jean-Manuel Florensa le 18. « Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ? » de Nazim Hikmet le 21. « Tristan et Iseult » le 22. Lo Teatro de la Carriera le 23. Week-end du théâtre non professionnel les 26 et 27. Le Bread and Puppet le 29.

En Anjou. « Hélène et Ismène » de Yannis Ritsos, au Château de Beaugé, les 4 et 5 juillet. « Les Amours tragiques de Pyrame et Thisbé » de Théophile de Viau, au Château du Plessis-Bourré, du 9 au 12 juillet. « La Passion selon Saint Jean-Jacques ou Rousseau jugé par lui-même », au Château du Plessis-Bourré, du 10 au 13 juillet.

PLUS DUR, PLUS NOIR

Déplacera-t-il plus de monde que les « groupies » de Jean-Paul II et que les giscardiens de la fête « de la liberté » (style Peyrefitte-Bonnet) en ce même lieu ? Au Bourget, ce 3 juillet, Bob Marley ramène avec lui cette grande musique afro-caraïbe nommée reggae, qui a conquis le monde. Et, le 4, le « Pulsar » de Vierzon, véritable Woodstock français, attend deux autres militants de cette culture du ghetto. Le n° 1 de l'anthologie Wea « Reggae round the clock », Jimmy Cliff. Et le chanteur de « Cup a tea » exhument deux volumes de l'œuvre littéraire de Louise Michel : « les Crimes de l'époque » et « le Claque-dents ». Les éditions Flammarion ont fait traduire en français deux livres de Pasolini : « la Divine Mimesis » et « Saint-Paul ».

QUESTIONS

Ceux qui doutent sont les vrais vendangeurs : leurs questions apostrophent les générations longtemps après qu'ils aient disparu. Loin des certitudes et des glaciations idéologiques, ils ouvrent des chemins nouveaux pour l'humanité. Ils passent le passé et le présent au crible de leurs refus : c'est la meilleure façon de dégager le ciel, de préparer l'avenir. Ces « questionneurs » sont peut-être les aventuriers de notre temps...

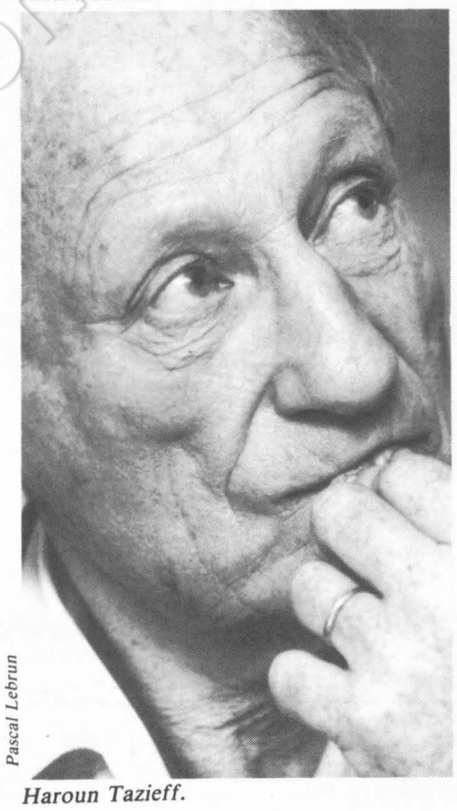
Roger Knobelspiess, l'auteur de « Q.h.s. ; quartier de haute sécurité » (Stock), n'est pas un intellectuel ; il n'écrit qu'à partir de son terrible vécu : la prison ; mais on a rarement interpellé la justice des hommes avec une telle force. Julia Kristeva débusque dans l'inconscient les racines du racisme et de la xénophobie : « Pouvoirs de l'horreur » (le Seuil) est une exploration sans concession aux sources les plus profondes du fascisme ; un bel oubli pour aider à anéantir enfin « la bête immonde ». Kristeva s'attaque aux causes, Amnesty International comptabilise les effets dans son « Rapport 1979 » (Mazarine).

Le mal est dans nos têtes avant d'être dans nos vies. Kristeva n'est pas la seule à le souligner. Michel Serres le dit aussi dans « le Parasite » (Grasset). Il élague les mythes, déboise les légendes, bazarde les jeux de l'esprit et, sa destruction accomplie, nous met au pied du mur : et si nous essayions de penser de façon autonome et indépendante ? Et si nous tordions le cou à toutes nos langues de bois et à toutes nos pseudo-évidences ? Après tout, Haroun Tazieff ne fait rien d'autre dans « Ouvrez donc les yeux » (Robert Laffont). Il procède à une remise en cause systématique de tout ce que nous acceptons physiquement parce que nos esprits ne veulent pas le contester d'abord : la corruption, les bigoteries, la pollution, le musellement de la presse, le dépeuplement des campagnes, le tout-nucléaire, les milices privées, la justice bafouée, les lobbies, les mensonges organisés, le « technofascisme », etc. Tazieff prouve qu'aucune question n'est innocente. Logiquement, les « gens d'ordre » n'aiment pas qu'on pose trop de questions...



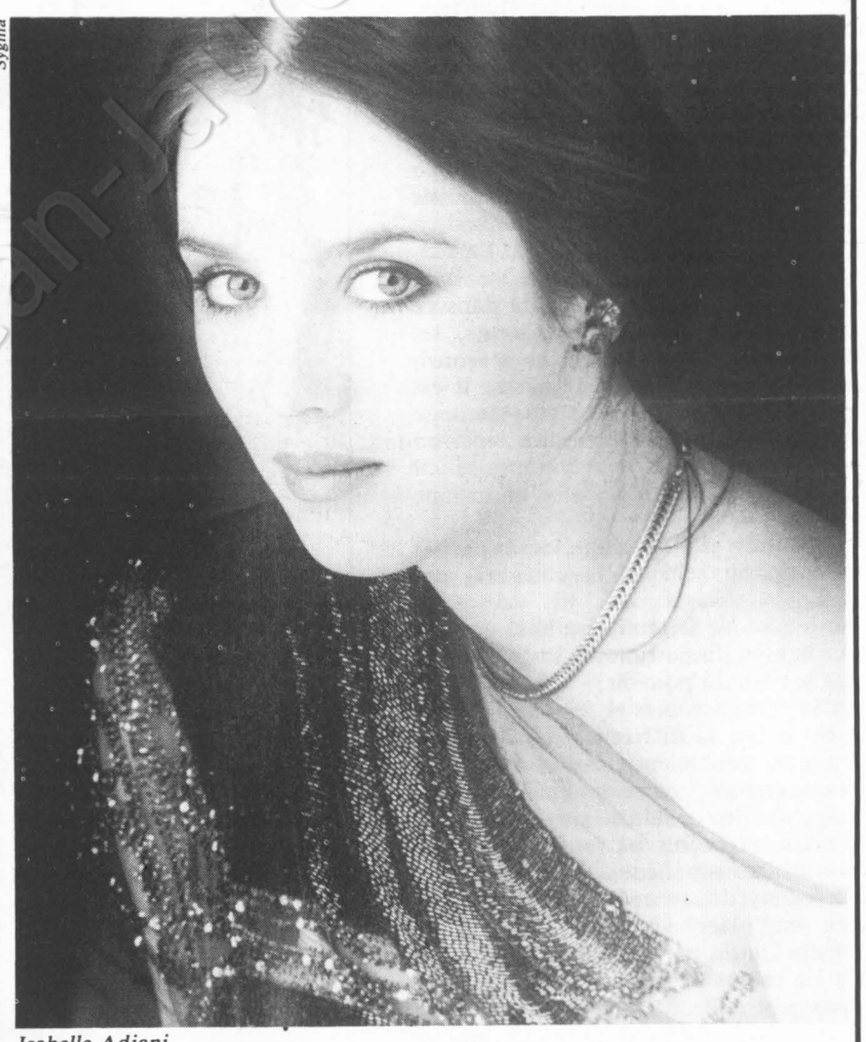
Sygma

André Brink.



Pascal Lebrun

Haroun Tazieff.



Isabelle Adjani.

(R.c.a.), Dillinger : un style encore plus dur, plus noir, encore moins « occidental ».

DECOUVERTES

On croit connaître parfaitement ces personnages dont la mort n'efface pas la célébrité. En fait, leur statue jette souvent une grande ombre sur l'essentiel de ce qu'ils furent, de ce qu'ils firent. On cultive la légende, on oublie l'œuvre. Surtout si la légende est née dans le scandale. Ainsi de Louise Michel. Ainsi de Pier Paolo Pasolini. Ne pourrions-nous redécouvrir leurs écrits plutôt que de phantasmer sur leur destin ? L'occasion est là. Il n'y a qu'à la saisir. Les éditions Plasma

CHOREGRAPHIES

C'est la fête pour les danseurs : de nombreux festivals leur accordent une place de plus en plus large.

A Hédé, en Bretagne : « Tristan et Yseult » par le Ballet-théâtre de Bernard Libault, du 9 au 12 août. Au Touquet, le Festival de la côte d'Opale accueille le Théâtre chorégraphique de Gigi Gaciuleanu le 13 août. A Vienne, le Festival d'été programme la Peter goss dance compagny le 21 juillet, le Ballet royal de Wallonie le 24 et le Ballet international de Caracas le 29. Trois troupes de danse au festival de La Rochelle, jusqu'au 14 juillet : le Théâtre du Silence, Andy de Groat and dancers, Tao. Carpentras affiche le Ballet de Boston le 11 août et « Baryshnikov-on-Broadway » les 15 et 17 juillet. A Villeneuve-les-Avignon Jennifer Muller occupe les lieux du 7 au 26 juillet. A Arles, on annonce : Mario Maya les 22 et 23 juillet, Lucinda Childs le 31 juillet et le 1er août, Morin-Berthémy le 3 août et José Limon les 8 et 9 août. En Avignon la Cour d'honneur du Palais des Papes est livrée à Jennifer Muller du 29 juillet au 5 août, à la Louis Falco dance compagny du 30 juillet au 3 août et à Lar Lubovitch du 7 au 9 août ; Alwin Nikolaïs et le Centre national de danse contemporaine investissent le Cloître des Célestins du 6 au 10 août.

Le festival de Chateauvallon est entièrement consacré à la danse du 15 au 26 juillet. Au programme : le Ballet-théâtre Joseph Russillo, le Ballet national du Portugal, l'Eric Hawkins dance compagny, les Ballets Georges et Catherine Golovine, le Groupe M.A. et le Groupe Dunes.

POEMES

Toute la poésie naît-elle sur les bords de la Méditerranée ? En tout cas, de grands poètes y ont leurs racines, de beaux recueils y ont leur source : « Carnets de poésie » de l'Italien Eugenio Montale (Gallimard), prix Nobel 1975 ; « Chrysothémis et Phèdre » du Grec Yannis Ritsos (Gallimard) ; « Ombre du paradis » de l'Espagnol Vicente Aleixandre (Gallimard), Prix Nobel 1977 ; « Autres » du Français Guillevic (Gallimard) ; « la Unième nuit » (Stock) ; « Inversion de l'arbre et du silence » (Gallimard) et « Ur en poésie » (Stock) du Libanais Salah Stétié. C'est aussi de la Méditerranée que viennent les « Poèmes kabyles anciens » rassemblés par Mouloud Mammeri (François Maspero) ; ils n'avaient jamais été publiés, jamais traduits en français.

Autres événements poétiques : la publication de la prose de Neruda sous le titre « Né pour naître » (Gallimard) ; la réédition d'un Max Jacob pratiquement inconnu : « le Laboratoire central » (Gallimard, collection Poésie) ; et celle d'un Aragon provocateur : « Traité de style » (Gallimard, collection l'Imaginaire).

Paru en 1928, « Traité de style » était à cette époque un pamphlet insolent. Il se termine par la fameuse formule : « J'ai bien l'honneur, chez moi, dans ce livre, à cette place, de dire que, très consciemment, je conchie l'armée française dans sa totalité. » Aragon ne conchie évidemment plus rien depuis longtemps... Aussi en est-on réduit à écrire des pamphlets à sa place. C'est du moins ce que pense Guy Prévan : « la Confession d'Aragon » (Plasma) imagine Aragon écrivant « un pamphlet contre lui-même ». On peut toujours rêver...

La plus belle fête des mots est un livre au féminin : « Défense et illustration de la langue québécoise, suivie de Prose et poèmes » de la Québécoise Michèle Lalonde (Change-Seghers/Laffont). « Taisons-nous mon amour que j'entende la neige... ». Taisons-nous et écoutons Michèle Lalonde.

Cadres : l'alternative socialiste

Tel est le titre du livre que publie le Club socialiste du livre (1) et qui est le résultat d'un travail collectif de la délégation nationale aux Cadres, débattu et approuvé par le bureau exécutif du P.s.

PAR PIERRE CASTAGNOU
délégué national
aux Cadres

AMBIGUÏTE et mystification caractérisent trop souvent en France les analyses et les discours consacrés aux cadres. Il est donc important de souligner d'abord les points principaux de notre analyse.

J'en distinguerai trois :

1. Les cadres ne constituent pas un groupe homogène qui formerait le noyau central d'une « nouvelle classe moyenne » autour duquel la société serait bâtie.

Depuis une trentaine d'années, la droite et le patronat, jouant sur la croissance de leur nombre, arguant de ce qu'ils auraient été les principaux artisans et bénéficiaires de la grande période d'expansion, tentent de présenter les cadres comme un modèle.

Modèle d'une entreprise, où le pouvoir ne serait fondé que sur la compétence ; modèle d'une société de consommation.

Aussi leur nombre a-t-il été fort exagéré : plus de quatre millions. Aussi ont-ils été — et le sont toujours, en tout cas au niveau du discours — autant glorifiés et choyés par un système dit libéral, désireux d'en faire un de ses supports privilégiés. La réalité, selon nous, est bien différente :

— force étant de ne pas inclure dans ce groupe les enseignants, les magistrats, les professions libérales, etc., qui ne se considèrent d'ailleurs pas comme cadres, il est plus juste de parler d'un peu plus de deux millions de cadres, c'est-à-dire environ 10 % de la population active française ; il ne s'agit donc pas, loin de là, d'un groupe majoritaire ;

— en outre, grandes sont les disparités de situation au sein de la catégorie des cadres :

* sur le plan de la rémunération,
* sur le plan du patrimoine,
* sur le plan du pouvoir,
* enfin entre hommes et femmes.

Un exemple : la différence de salaire va du simple au double entre cadres moyens et cadres supérieurs ; entre hommes et femmes, l'écart des salaires moyens est de 31 % pour les cadres moyens et de 37 % pour les cadres supérieurs. C'est dire combien est mystificatrice la pratique du système en place visant à valoriser le groupe des cadres par le haut, c'est-à-dire à travers les cadres supérieurs, qui sont environ deux cent mille.

2. La très grande majorité des cadres sont de moins en moins des privilégiés et de plus en plus des salariés comme les autres.

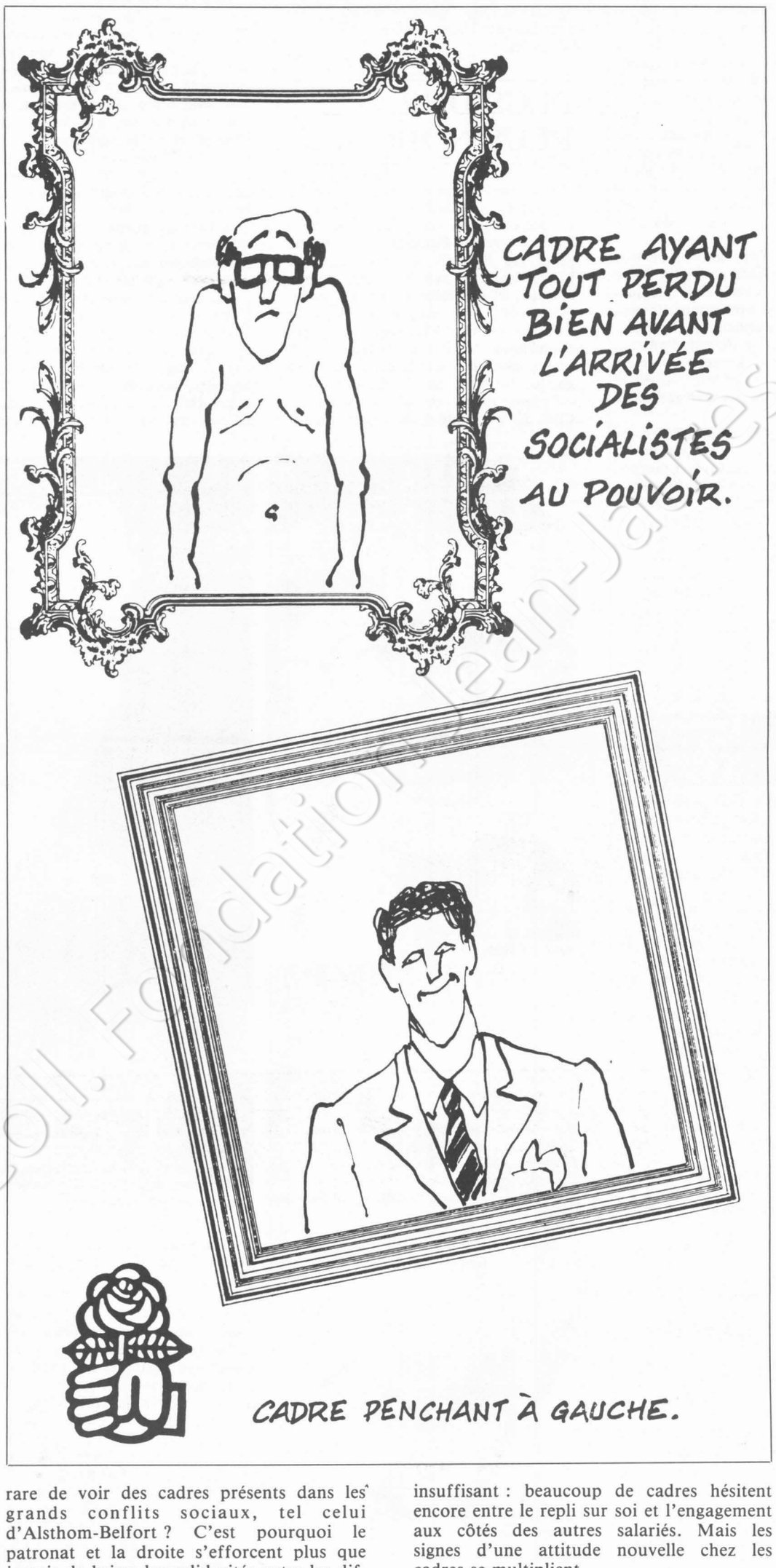
Une exploitation de plus en plus évidente

Si l'image des cadres comme catégorie à part a été cultivée et si elle a encore cours, il faut bien constater qu'elle s'estompe de plus en plus aujourd'hui, parce qu'elle correspond de moins en moins à la réalité.

Avec l'aggravation de la crise du capitalisme et en dehors d'une minorité d'entre eux qui se confond avec la classe dirigeante et possédante, les cadres subissent dans leur entreprise une exploitation de plus en plus évidente et hors de l'entreprise une détérioration de leurs conditions de vie.

Sans oublier le chômage qui en ce qui les concerne a presque triplé depuis 1974, ni la répression anti-syndicale qui se développe. En effet, nombreux sont les cadres qui n'ont le choix qu'entre se soumettre ou se démettre, c'est-à-dire devenir de plus en plus de simples exécutants ou bien devenir chômeurs, et cela comme les autres salariés. Et les femmes cadres sont encore plus touchées par cette évolution. C'est pourquoi nous considérons que la grande majorité des cadres ont leur place au sein du front de classe aux côtés des travailleurs plus directement et plus durement exploités, en premier lieu la classe ouvrière.

N'est-il pas d'ailleurs de moins en moins rare de voir des cadres présents dans les grands conflits sociaux, tel celui d'Alsthom-Belfort ? C'est pourquoi le patronat et la droite s'efforcent plus que jamais de briser les solidarités entre les différentes catégories de salariés et notamment de séparer les cadres des autres travailleurs.



3. Aussi un mouvement de prise de conscience se dessine-t-il chez les cadres.

Les mutations dans le processus de production capitaliste, l'évolution de leur situation les amènent à s'interroger sur les finalités et les vertus du système, du type de croissance et de société qu'il représente. Ils s'interrogent sur leur devenir dans cette société caractérisée par la recherche exclusive du profit et le gaspillage matériel et humain qu'elle entraîne. Ils s'interrogent sur le rôle que le patronat veut leur faire jouer dans l'entreprise. Nous ne nous cachons pas que ce mouvement de prise de conscience est encore minoritaire, incertain, non définitif ; il est, à l'évidence, encore insuffisant : beaucoup de cadres hésitent encore entre le repli sur soi et l'engagement aux côtés des autres salariés. Mais les signes d'une attitude nouvelle chez les cadres se multiplient.

Il appartient au P.s., dont la vocation est de rassembler l'ensemble des couches sociales soumises à l'exploitation du système capitaliste, d'y contribuer et de prendre en compte les préoccupations et les aspirations au changement de cette catégorie de salariés.

Les orientations du Parti socialiste

Que de promesses faites aux cadres et non tenues par le président de la République, le gouvernement et le patronat ! Il y a bien de ci, de là quelques tentatives de séduction qui se traduisent par des gadgets, pour essayer de faire passer la pilule amère de la crise et de donner un débouché à l'énorme « matraquage » idéologique dont les cadres sont l'objet... Il n'est que de voir le sort fait au rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise ! La réalité, c'est l'absence de perspectives offertes aux cadres par la droite. Que leur propose alors le Parti socialiste ?

1. Définissons d'abord ce qu'il ne leur propose pas, tant on prête à celui-ci d'intentions sombres ou impures à l'égard des cadres.

Le Parti socialiste n'entend ni « banaliser » les cadres, ni les « asservir » à la classe ouvrière, ni les ériger en une nouvelle classe dominante. Il ne leur promet pas une société faite pour eux et par eux.

Le Parti socialiste a un projet et un seul, une politique et une seule, qu'il s'adresse aux ouvriers, aux techniciens ou aux cadres.

2. Ce que le P.s. propose peut se résumer en quatre grands axes :

— une autre politique économique et sociale, que le Projet socialiste définit dans ses grandes lignes, capable de sortir la France de la crise : c'est celle d'une croissance sociale forte et différente, dont le plein emploi est l'objectif prioritaire ; planifiée démocratiquement ; fondée sur une véritable politique industrielle, une nouvelle politique énergétique, la recherche et l'innovation... Cette politique fait appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative, de création et d'entreprise dont les cadres savent faire preuve quand ils se sentent mobilisés pour une juste cause ;

— la construction de la démocratie économique, là où elle est le plus en retard, c'est-à-dire dans l'entreprise. Les cadres en seront partie prenante et auront leur rôle à jouer, qu'il s'agisse du développement de l'information, de la réalisation d'une très grande décentralisation, de l'extension des pouvoirs des institutions représentatives des travailleurs, de la mise en place de comités de groupes et de holdings dans les entreprises de droit privé, de conseils d'unité, d'atelier et de service dans le secteur public.

Mettre fin à l'isolement

Comment les cadres, comme les autres, ne seraient-ils pas intéressés par de plus grandes possibilités d'intervention, selon des procédures et à des niveaux appropriés, sur tous les aspects de la vie de l'entreprise, qui déterminent à court ou à long terme leurs conditions ?

Le processus de transformation des rapports sociaux et des pouvoirs dans l'entreprise, que propose le Parti socialiste, ne va pas à l'encontre de la recherche de l'efficacité : celle-ci est nécessaire, mais elle doit être soumise à des critères et des impératifs, non seulement économiques, mais aussi sociaux ;

— les mêmes avantages pour les cadres que pour les autres salariés ; réduction progressive de la durée du travail à trente-cinq heures, abaissement de l'âge de la retraite, nouveaux droits pour les travailleurs et garanties contre l'arbitraire patronal ou directorial...

Une plus grande liberté d'expression et d'engagement syndical ou politique sur leur lieu de travail et un meilleur équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Ainsi mettront-ils fin à leur isolement par rapport aux autres travailleurs, ainsi deviendront-ils des citoyens à part entière.

Les cadres ont besoin d'un grand dessein. En fin de compte, ce que le P.s. leur propose, c'est, ni plus ni moins, de participer à la construction du socialisme autogestionnaire.

A nous, socialistes, de faire l'effort de prendre en compte leurs aspirations et de leur expliquer nos positions. Aux cadres de vouloir être des agents de changement et des acteurs dans tous les domaines de la vie. ●

(1) 5, rue Viollet-le-Duc 75009 Paris. Tél. : 878.29. 64.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325